



ADMINISTRATION COMMUNALE DE SAINT-JOSSE-TEN-NOODE  
GEMEENTEBESTUUR VAN SINT-JOOST-TEN-NODE

CONSEIL COMMUNAL DU 19 OCTOBRE 2022  
GEMEENTERAAD VAN 19 OKTOBER 2022

NOTES EXPLICATIVES COMPLÉMENTAIRES  
AANVULLENDE TOELICHTINGSNOTA

Ouverture de la séance à 20:00  
Opening van de zitting om 20:00

SÉANCE PUBLIQUE - OPENBARE ZITTING

19.10.2022/A/0001 **Communication.**

---

**Mededeling.**

---

19.10.2022/A/0002 **Procès-verbal de la séance du Conseil communal du 14 septembre 2022; approbation.**

Après lecture des décisions prises en séance du 14 septembre 2022, le procès-verbal de cette séance est adopté à l'unanimité.

---

**Proces-verbaal van de zitting van de Gemeenteraad van 14 september 2022; goedkeuring.**

Er wordt lezing gegeven van de beslissingen genomen in zitting van 14 september 2022. Het proces-verbaal van deze zitting wordt met éénparigheid van stemmen goedgekeurd.

*1 annexe / 1 bijlage*  
*PV 14.09.2022.pdf*

---

19.10.2022/A/0003 **Académie de Musique de Saint-Josse/Schaerbeek; vérification comptables de l'exercice 2021.**

Mesdames, Messieurs,

En vertu de la loi du 14 novembre 1983 relative au contrôle de l'octroi et de l'emploi de certaines subventions versées aux associations en vue de promouvoir des activités utiles à l'intérêt général, nous avons procédé à la vérification comptable de l'association "Académie de Musique de Saint-Josse/Schaerbeek asbl", afin de justifier le subside octroyé pour l'exercice 2021, à savoir 49.390,00€.

Le Collège des Bourgmestre et Échevins a approuvé la vérification comptable du compte de l'exercice 2021 de "Académie de Musique de Saint-Josse/Schaerbeek" asbl, en séance du 16 août 2022.

Cette vérification comptable, portant sur le bilan et le compte de résultat de l'année 2021 de l'association (voir annexes), ne donne lieu à aucune remarque particulière.

L'exercice 2021 se clôture avec un bénéfice de 23.593,94 €, venant augmenter le bénéfice à reporter qui passe de "106.915,35€ " en 2020 à « 130.509,29 € " en 2021.

En conséquence, nous avons l'honneur, Mesdames, Messieurs, de vous présenter pour information les documents relatifs au compte de l'exercice 2021 de l'Académie de Musique de Saint-Josse/Schaerbeek asbl, tels qu'ils se trouvent versés au dossier.

*9 annexes / 9 bijlagen*

*BNB signé.pdf, rapport annuel 2021.pdf,*

*20220512\_Lettre\_Affirmation\_Comptes\_Signé.pdf, BUDGET 2022 - après finalisation bilan.pdf, Rapport du Commissaire 2021-12 version signée.pdf, ACADEMIE Bilan interne du 02.05.2022 à 15.22.09.pdf, pv C.A. signé SH.pdf, ACAD\_C21\_RAPPORT.pdf, PV\_AG\_17052022\_signé.pdf*

---

19.10.2022/A/0004 **Agence Immobilière Sociale de Saint-Josse"; vérification comptables de l'exercice 2021**

Mesdames, Messieurs,

En vertu de la loi du 14 novembre 1983 relative au contrôle de l'octroi et de l'emploi de certaines subventions versées aux associations en vue de promouvoir des activités utiles à l'intérêt général, nous avons procédé à la vérification comptable du compte 2021 de l'association "Agence Immobilière Sociale de Saint-Josse" arrêté par son conseil d'administration, afin de justifier le subside octroyé pour l'exercice 2021, à savoir 50.000,00€.

Le Collège des Bourgmestre et Échevins a approuvé la vérification comptable du compte de l'exercice 2021 de "Agence Immobilière Sociale de Saint-Josse" asbl, en séance du 27/09/2022

Cette vérification comptable, portant sur le bilan et le compte de résultat de l'année 2021 de l'association (voir annexes), nous fait remarquer que l'association est passée à des capitaux propres négatifs.

L'exercice 2021 se clôture avec une perte de 122.023,13 €, venant diminuer les capitaux propres, qui étaient de 7.346,00€ en 2020, pour passer à -115.570 € en 2021. Cette perte est dû à la supériorité des charges par rapport aux produits.

En conséquence, nous avons l'honneur, Mesdames, Messieurs, de vous présenter pour information les documents relatifs au compte de l'exercice 2021 de « l'Agence Immobilière Sociale de Saint-Josse" asbl, tels qu'ils se trouvent versés au dossier.

*5 annexes / 5 bijlagen*

*Compte Annuel 2021-AISSJ.pdf, AIS SAINT JOSSE 202112 Rapport commissaire final.pdf, AISSJ Bilan interne 2021.pdf, RAPPORT\_C21\_AIS.pdf, Rapport activités 2021.pdf*

---

19.10.2022/A/0005 **Adhésion à la centrale d'achat du Service Fédéral des Pensions (SFP) en vue de participer à l'accord-cadre ayant pour objet de désigner une institution de retraite professionnelle.**

Le Conseil,

Vu la Nouvelle Loi communale;

Vu la Loi du 28 avril 2003 relative aux pensions complémentaires et au régime fiscal de celles-ci et de certains avantages complémentaires en matière de sécurité sociale;

Vu l'arrêté royal du 14 novembre 2003 portant exécution de la loi du 28 avril 2003 relative aux pensions complémentaires et au régime fiscal de celles-ci et de certains avantages complémentaires en matière de sécurité sociale;

Vu la Loi du 27 octobre 2006 relative au contrôle des institutions de retraite professionnelle et les modifications y apportées;

Vu la Loi du 17 juin 2016 relative aux marchés publics;

Vu l'arrêté royal du 18 avril 2017 relatif à la passation des marchés publics dans les secteurs classiques;

Vu l'arrêté royal du 14 janvier 2013 établissant les règles générales d'exécution des marchés publics et des concessions de travaux publics et ses modifications ultérieures ;

Vu la Loi du 1<sup>er</sup> février 2022 confiant au Service fédéral des Pensions certaines missions en matière de pensions complémentaires des membres du personnel contractuel des administrations provinciales et locales, modifiant l'article 30/1 de la loi du 18 mars 2016 relative au Service fédéral des Pensions ;

Vu la Loi du 30 mars 2018 relative à la non-prise en considération de services en tant que personnel non nommé à titre définitif dans une pension du secteur public, modifiant la responsabilisation individuelle des administrations provinciales et locales au sein du Fonds de pension solidarisé, adaptant la réglementation des pensions complémentaires, modifiant les modalités de financement du Fonds de pension solidarisé des administrations provinciales et locales et portant un financement supplémentaire du Fonds de pension solidarisé des administrations provinciales et locales;

Vu la Loi du 24 octobre 2011 assurant un financement pérenne des pensions des membres du personnel nommé à titre définitif des administrations provinciales et locales et des zones de police locale et modifiant la loi du 6 mai 2002 portant création du fonds des pensions de la police intégrée et portant des dispositions particulières en matière de sécurité sociale et contenant diverses dispositions modificatives;

Vu le protocole d'accord 2021/1 du Comité de négociation C des services publics locaux de la Région de Bruxelles-Capitale relatif à la revalorisation salariale 2021-2025 du 20 septembre 2021;

Vu l'arrêté du 2 octobre 2021 du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale octroyant aux communes bruxelloise une dotation de 22.500.000,00 EUR à visant à la mise en œuvre de l'accord sectoriel 2021-2025 ;

Considérant la résiliation par Belfius Insurance et Ethias à partir du 1<sup>er</sup> janvier 2022 du contrat dans le cadre du marché public lancé en 2010 par l'ONSSAPL pour la désignation d'une compagnie d'assurances chargée de l'exécution de l'engagement de pension pour les agents contractuels des administrations provinciales et locales;

Considérant les décisions adoptées par le Comité de Gestion des administrations provinciales et locales en vue de désigner un nouvel organisme de pension pour les pouvoirs locaux ;

Considérant le Guide de Sélection du Service Fédéral des Pensions pour le marché public de services ayant pour objet la « désignation d'une institution de retraite professionnelle pour des administrations provinciales et locales », publié le 14 mars 2022 dans le Bulletin des Adjudications et dans le Journal Officiel de l'Union Européenne au terme duquel la procédure d'appel d'offres fut lancée (n° SFPD/S2100/2022/05) ;

Considérant le Cahier des charges du Service Fédéral des Pensions pour le marché public de services ayant comme objet « désignation d'une institution de retraite professionnelle pour des administrations provinciales et locales » (n° SFPD/S2100/2022/05) ;

Considérant qu'afin de bénéficier de la réduction de la cotisation de responsabilisation visée à la loi du 24 octobre 2011 susvisée, les pouvoirs locaux affiliés au Fonds de Pension Solidarisé des administrations locales et provinciales sont tenus de constituer un second pilier de pension pour leurs agents contractuels ;  
Considérant par ailleurs que le protocole d'accord 2021/1 du Comité de négociation C des services publics locaux susvisé, ainsi que l'arrêté du 2 octobre 2021 susvisé mettant en œuvre ce protocole d'accord, impliquent de constituer un second pilier de pension dans la cadre de la revalorisation salariale négociée ;  
Considérant qu'en vertu de l'article 47 §2 de la loi du 17 juin 2016, le pouvoir adjudicateur qui recourt à une centrale de marchés est dispensé de l'obligation d'organiser lui-même une procédure de passation;  
Considérant que la présente décision a pour objet d'adhérer à la centrale d'achat, sans que cette adhésion n'engage l'Administration communale de Saint-Josse-Ten-Noode de passer commande à la centrale d'achat une fois le marché attribué;  
Considérant que le marché public lancé par le SFP est définitivement attribué depuis début septembre ;

*[Sur la proposition du Collège des Bourgmestre et Echevins ]*

ARRETE :

Article 1.- L'Administration communale de Saint-Josse-ten-Noode adhère à la centrale d'achat du Service Fédéral des Pensions en vue de participer à l'accord-cadre ayant pour objet de désigner une institution de retraite professionnelle pour les administrations provinciales et locales.

Article 2.- L'adhésion à la centrale d'achat du Service Fédéral des Pensions n'engage pas l'Administration communale de Saint-Josse-ten-Noode à passer commande à l'adjudicataire une fois le marché attribué.

Article 3.- Adresse copie de la présente délibération au Service Fédéral des Pensions, Tour du Midi, Europaesplanade, 1060 Brussel [ou via mail : [deuxiemepilierlocal@sfpd.fgov.be](mailto:deuxiemepilierlocal@sfpd.fgov.be)]

---

**Toetreding tot de aankoopcentrale van de Federale Pensioendienst (FPD) met het oog op een aansluiting bij de raamovereenkomst die een instelling voor bedrijfspensioenvoorziening moet aanduiden.**

De Raad,

Gelet op de Nieuwe gemeentewet;

Gelet op de wet van 28 april 2003 betreffende de aanvullende pensioenen en het belastingstelsel van die pensioenen en van sommige aanvullende voordelen inzake sociale zekerheid;

Gelet op het Koninklijk besluit van 14 november 2003 tot uitvoering van de wet van 28 april 2003 betreffende de aanvullende pensioenen en het belastingstelsel van die pensioenen en van sommige aanvullende voordelen inzake sociale zekerheid;

Gelet op de wet van 27 oktober 2006 betreffende het toezicht op de instellingen voor bedrijfspensioenvoorziening en zijn wijzigingen;

Gelet op de wet van 17 juni 2016 inzake overheidsopdrachten;

Gelet op het Koninklijk besluit van 18 april 2017 plaatsing overheidsopdrachten in de klassieke sectoren;

Gelet op het Koninklijk besluit van 14 januari 2013 tot bepaling van de algemene uitvoeringsregels van de overheidsopdrachten en van de concessies voor openbare werken en zijn latere wijzigingen;

Gelet op de wet van 1 februari 2022 tot toewijzing aan de Federale Pensioendienst van bepaalde opdrachten inzake de aanvullende pensioenen van de contractuele

personeelsleden van de provinciale en plaatselijke besturen, tot wijziging van artikel 30/1 van de wet van 18 maart 2016 betreffende de Federale Pensioendienst;

Gelet op de wet van 30 maart 2018 met betrekking tot het niet in aanmerking nemen van diensten gepresteerd als nietvastbenoemd personeelslid voor een pensioen van de overheidssector, tot wijziging van de individuele responsabilisering van de provinciale en lokale overheden binnen het Gesolidariseerde pensioenfonds, tot aanpassing van de reglementering inzake aanvullende pensioenen, tot wijziging van de modaliteiten van de financiering van het Gesolidariseerde pensioenfonds van de provinciale en plaatselijke besturen en tot bijkomende financiering van het Gesolidariseerde pensioenfonds van de provinciale en plaatselijke besturen;

Gelet op de wet van 24 oktober 2011 tot vrijwaring van een duurzame financiering van de pensioenen van de vastbenoemde personeelsleden van de provinciale en plaatselijke overheidsdiensten en van de lokale politiezones, tot wijziging van de wet van 6 mei 2002 tot oprichting van het fonds voor de pensioenen van de geïntegreerde politie en houdende bijzondere bepalingen inzake sociale zekerheid en houdende diverse wijzigingsbepalingen;

Gelet op het protocol 2021/1 van het onderhandelingscomité C van de plaatselijke openbare diensten van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest van 20 september 2021 over de herwaardering van de lonen 2021-2025;

Gelet op het besluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering van 2 oktober 2021 tot toekenning aan de Brusselse gemeenten van een dotatie van 22.500.000,00 EUR houdende uitvoering van het sectoraal akkoord 2021-2025;

Overwegende de opzegging per 1 januari 2022 door Belfius Insurance en Ethias van de overeenkomst in het kader van de overheidsopdracht die in 2010 door de RSZPPO is uitgeschreven voor de aanduiding van een verzekeringsmaatschappij belast met de uitvoering van de pensioenverbintenis voor de contractuele personeelsleden van de provinciale en plaatselijke overheidsdiensten;

Overwegende de besluiten van het beheerscomité van de pensioenen van de provinciale en plaatselijke besturen tot aanduiding van een nieuwe pensioeninstelling voor de plaatselijke besturen;

Overwegende de selectiegids van de Federale Overheidsdienst Pensioenen voor de overheidsopdracht voor diensten “Aanduiden van een instelling voor bedrijfspensioenvoorziening voor provinciale en plaatselijke overheden”, die op 14 maart 2022 in het Bulletin der Aanbestedingen en in het Publicatieblad van de Europese Unie is bekendgemaakt, waarna de aanbestedingsprocedure is gestart (nr. SFPD/S2100/2022/05);

Overwegende het lastenboek van de Federale Overheidsdienst Pensioenen voor de overheidsopdracht voor diensten “Aanduiden van een instelling voor bedrijfspensioenvoorziening voor provinciale en plaatselijke overheden” (nr. SFPD/S2100/2022/05);

Overwegende dat, om in aanmerking te komen voor een vermindering van de responsabiliseringsbijdrage als bedoeld in bovenvermelde wet van 24 oktober 2011, de lokale besturen aangesloten bij het Gesolidariseerd pensioenfonds van de provinciale en plaatselijke besturen voor hun contractueel personeel een tweede pensioenpijler moeten opzetten;

Overwegende dat bovengenoemd protocol 2021/1 van het onderhandelingscomité C van de plaatselijke openbare diensten, alsook bovengenoemd besluit van 2 oktober 2021 dit protocol uitvoeren, de instelling van een tweede pensioenpijler inhouden in het kader van de onderhandelde loonopwaardering;

Overwegende dat krachtens artikel 47, § 2, van de wet van 17 juni 2016 een aanbestedende dienst die zijn toevlucht neemt tot een aankoopcentrale, vrijgesteld wordt van de verplichting om zelf een gunningsprocedure te organiseren;

Overwegende dat onderhavig besluit het Gemeentebestuur van Sint-Joost-Ten-Node niet verplicht om een opdracht te plaatsen bij de aankoopcentrale eenmaal de

gunning gebeurd is;

Overwegende dat de door de FPD uitgeschreven overheidsopdracht definitief wordt gegund begin september;

[Op voorstel van het College van Burgemeester en Schepenen]

BESLUIT:

Artikel 1.- Het Gemeentebestuur van Sint-Joost-ten-Node treedt toe tot de aankoopcentrale van de Federale Pensioendienst met het oog op een aansluiting bij de raamovereenkomst met als onderwerp de aanduiding van een instelling voor bedrijfspensioenvoorziening voor de provinciale en plaatselijke overheden;

Artikel 2.- De toetreding tot de aankoopcentrale van de Federale Pensioendienst verbindt het Gemeentebestuur van Sint-Joost-ten-Node er niet toe om na de gunning van de opdracht bij de opdrachtnemer een opdracht te plaatsen.

Artikel 3.- Kopie van dit besluit wordt bezorgd aan de Federale Pensioendienst, Zuidertoren, Europaesplanade 1, 1060 Brussel [of via mail: [lokaletweedepijler@sfpd.fgov.be](mailto:lokaletweedepijler@sfpd.fgov.be)]

*12 annexes / 12 bijlagen*

*Formulaire Adhésion à Ethias Pension Fund dans le cadre de la Centrale d'achat SFP.pdf, règlement pension fr.pdf, 4-Structure d'accueil\_Ethias SA\_St-Josse-Ten-*

*Noode AC.pdf, SIP\_Patrimoine distinct APL.pdf, modele-de-deliberation-*

*\_conseil\_adhesion\_centrale\_pension\_spf-nl.docx, 5-Contrat cadre rentes type\_St-Josse-ten-Noode AC.pdf, modele-de-deliberation-*

*\_conseil\_adhesion\_centrale\_pension\_spf.docx, Convention de gestion du Patrimoine distinct APL.pdf, 9497-deuxieme-pilier---modele-de-protocole-d-accord.docx, 2-*

*Règlement de pension\_St-Josse-ten-Noode AC.pdf, 3-Plan de financement\_APL\_St-*

*Josse-ten-Noode AC.pdf, 1-Acte d'adhésion\_Patrimoine distinct APL\_St-Josse-ten-Noode AC.pdf*

---

19.10.2022/A/0006

**Recours aux services de l'adjudicataire de l'accord-cadre passé par la centrale d'achat du Service Fédéral des Pensions (SFP) et adoption des documents relatif à l'instauration d'une pension complémentaire des membres du personnel dans le cadre d'un contrat de travail**

Le Conseil,

Vu la Nouvelle Loi communale,

Vu la Loi du 28 avril 2003 relative aux pensions complémentaires et au régime fiscal de celles-ci et de certains avantages complémentaires en matière de sécurité sociale;

Vu l'arrêté royal du 14 novembre 2003 portant exécution de la loi du 28 avril 2003 relative aux pensions complémentaires et au régime fiscal de celles-ci et de certains avantages complémentaires en matière de sécurité sociale;

Vu la Loi du 27 octobre 2006 relative au contrôle des institutions de retraite professionnelle et les modifications y apportées;

Vu la Loi du 17 juin 2016 relative aux marchés publics;

Vu la loi du 17 juin 2013 relative à la motivation, à l'information et aux voies de recours en matière de marchés publics, de certains marchés de travaux, de fournitures et de services et de concessions

Vu l'arrêté royal du 18 avril 2017 relatif à la passation des marchés publics dans les secteurs classiques;

Vu l'arrêté royal du 14 janvier 2013 établissant les règles générales d'exécution des marchés publics;

Vu la Loi du 1<sup>er</sup> février 2022 confiant au Service fédéral des Pensions certaines missions en matière de pensions complémentaires des membres du personnel contractuel des administrations provinciales et locales, modifiant l'article 30/1 de la loi du 18 mars 2016 relative au Service fédéral des Pensions ;

Vu la Loi du 30 mars 2018 relative à la non-prise en considération de services en tant que personnel non nommé à titre définitif dans une pension du secteur public, modifiant la responsabilisation individuelle des administrations provinciales et locales au sein du Fonds de pension solidarisé, adaptant la réglementation des pensions complémentaires, modifiant les modalités de financement du Fonds de pension solidarisé des administrations provinciales et locales et portant un financement supplémentaire du Fonds de pension solidarisé des administrations provinciales et locales;

Vu la Loi du 24 octobre 2011 assurant un financement pérenne des pensions des membres du personnel nommé à titre définitif des administrations provinciales et locales et des zones de police locale et modifiant la loi du 6 mai 2002 portant création du fonds des pensions de la police intégrée et portant des dispositions particulières en matière de sécurité sociale et contenant diverses dispositions modificatives;

Vu le protocole d'accord 2021/1 du Comité de négociation C des services publics locaux de la Région de Bruxelles-Capitale relatif à la revalorisation salariale 2021-2025 du 20 septembre 2021;

Vu l'arrêté du 2 octobre 2021 du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale octroyant aux communes bruxelloise une dotation de 22.500.000,00 EUR à visant à la mise en œuvre de l'accord sectoriel 2021-2025 ;

Considérant la résiliation par Belfius Insurance et Ethias à partir du 1<sup>er</sup> janvier 2022 du contrat dans le cadre du marché public lancé en 2010 par l'ONSSAPL pour la désignation d'une compagnie d'assurances chargée de l'exécution de l'engagement de pension pour les agents contractuels des administrations provinciales et locales ;

Considérant les décisions adoptées par le Comité de Gestion des administrations provinciales et locales en vue de désigner un nouvel organisme de pension pour les pouvoirs locaux ;

Considérant le Cahier des charges du Service Fédéral des Pensions pour le marché public de services ayant comme objet « désignation d'une institution de retraite professionnelle pour des administrations provinciales et locales » (n° SFPD/S2100/2022/05) ;

Considérant que le Comité de Gestion des administrations provinciales et locales a décidé le 29 août 2022 d'attribuer le marché public de services ayant pour objet «désignation d'une institution de retraite professionnelle pour des administrations provinciales et locales» à Ethias Pension Fund OFP conformément aux documents de marché applicables ;

Considérant qu'afin de bénéficier de la réduction de la cotisation de responsabilisation visée à la loi du 24 octobre 2011 susvisée, les pouvoirs locaux affiliés au Fonds de Pension Solidarisé des administrations locales et provinciales sont tenus de constituer un second pilier de pension pour leurs agents contractuels;

Considérant par ailleurs que le protocole d'accord 2021/1 du Comité de négociation C des services publics locaux susvisé, ainsi que l'arrêté du 2 octobre 2021 susvisé mettant en œuvre ce protocole d'accord, impliquent de constituer un second pilier de pension dans la cadre de la revalorisation salariale négociée ;

Considérant qu'en vertu de l'article 47 §2 de la loi du 17 juin 2016, le pouvoir adjudicateur qui recourt à une centrale de marchés est dispensé de l'obligation d'organiser lui-même une procédure de passation;

Vu la décision du Conseil d'adhérer à la centrale d'achat du Service fédéral des Pensions, en vue de la constitution/de la poursuite d'un deuxième pilier de pension pour les agents contractuels, décision transmise à l'autorité de tutelle;

Vu le protocole d'accord du Comité de négociation du ... octobre 2022 ;

Considérant qu'il y a lieu d'approuver les documents relatifs à l'instauration de la pension complémentaire des membres du personnel dans le cadre d'un contrat de travail avec l'Administration communale de Saint-Josse-ten-Noode ;

[*Sur la proposition du Collège des Bourgmestres et Echevins*]

DECIDE :

1° D'approuver les documents suivants ci-annexés relatifs à l'instauration de la pension complémentaire des membres du personnel occupés dans le cadre d'un contrat de travail avec l'Administration communale de Saint-Josse-ten-Noode disponibles sur le site <https://www.ethiaspensionfund.be/plan-de-pension.html>

- Plan de financement du régime de pension du 2ème pilier en faveur des membres du personnel contractuel d'un pouvoir local relevant du patrimoine distinct APL du canton 2
- Convention de gestion – Canton 2 - Patrimoine distinct APL
- Acte d'adhésion à la Convention de Gestion – Canton 2 – Patrimoine Distinct APL
- Déclaration sur les principes de la politique d'investissement du "patrimoine distinct APL"
- Règlement d'assurance de groupe pour "structure d'accueil"
- Convention cadre d'assurance de rentes viagères octroyées dans le cadre de la loi du 28 avril 2003 relative aux pensions complémentaires
- Statuts de l'organisme de financement de pensions "Ethias Pension Fund"

2° De recourir aux services d'Ethias Pension Fund OFP, adjudicataire de l'accord-cadre passé par la centrale d'achat du Service fédéral des pensions ;

3° De financer les dépenses impliquées par les crédits inscrits aux articles;

4° De charger le Collège des Bourgmestres et Echevins / Bureau Permanent de l'exécution de la présente décision.

5° D'adresser copie de cette décision Ethias Pension Fund OFP (selon les modalités prévues sur le site dédié du prestataire).

---

**Gebruikmaking van de diensten van de inschrijver aan wie de raamovereenkomst is gegund door de aankoopcentrale van de FPD en stemming van de documenten betreffende de vaststelling van een aanvullend pensioen voor het contractueel personeel.**

De Raad,

Gelet op de Nieuwe gemeentewet,

Gelet op de wet van 28 april 2003 betreffende de aanvullende pensioenen en het belastingstelsel van die pensioenen en van sommige aanvullende voordelen inzake sociale zekerheid;

Gelet op het Koninklijk besluit van 14 november 2003 tot uitvoering van de wet van 28 april 2003 betreffende de aanvullende pensioenen en het belastingstelsel van die pensioenen en van sommige aanvullende voordelen inzake sociale zekerheid;

Gelet op de wet van 27 oktober 2006 betreffende het toezicht op de instellingen voor bedrijfspensioenvoorziening en zijn wijzigingen;

Gelet op de wet van 17 juni 2016 inzake overheidsopdrachten;

Gelet op de wet van 17 juni 2013 betreffende de motivering, de informatie en de



rechtsmiddelen inzake overheidsopdrachten, bepaalde opdrachten voor werken, leveringen en diensten en concessies;

Gelet op het Koninklijk besluit van 18 april 2017 plaatsing overheidsopdrachten in de klassieke sectoren;

Gelet op het Koninklijk besluit van 14 januari 2013 tot bepaling van de algemene uitvoeringsregels van de overheidsopdrachten;

Gelet op de wet van 1 februari 2022 tot toewijzing aan de Federale Pensioendienst van bepaalde opdrachten inzake de aanvullende pensioenen van de contractuele personeelsleden van de provinciale en plaatselijke besturen, tot wijziging van artikel 30/1 van de wet van 18 maart 2016 betreffende de Federale Pensioendienst;

Gelet op de wet van 30 maart 2018 met betrekking tot het niet in aanmerking nemen van diensten gepresteerd als nietvastbenoemd personeelslid voor een pensioen van de overheidssector, tot wijziging van de individuele responsabilisering van de provinciale en lokale overheden binnen het Gesolidariseerde pensioenfonds, tot aanpassing van de reglementering inzake aanvullende pensioenen, tot wijziging van de modaliteiten van de financiering van het Gesolidariseerde pensioenfonds van de provinciale en plaatselijke besturen en tot bijkomende financiering van het Gesolidariseerde pensioenfonds van de provinciale en plaatselijke besturen;

Gelet op de wet van 24 oktober 2011 tot vrijwaring van een duurzame financiering van de pensioenen van de vastbenoemde personeelsleden van de provinciale en plaatselijke overheidsdiensten en van de lokale politiezones, tot wijziging van de wet van 6 mei 2002 tot oprichting van het fonds voor de pensioenen van de geïntegreerde politie en houdende bijzondere bepalingen inzake sociale zekerheid en houdende diverse wijzigingsbepalingen;

Gelet op het protocol 2021/1 van het onderhandelingscomité C van de plaatselijke openbare diensten van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest van 20 september 2021 over de herwaardering van de lonen 2021-2025;

Gelet op het besluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering van 2 oktober 2021 tot toekenning aan de Brusselse gemeenten van een dotatie van 22.500.000,00 EUR houdende uitvoering van het sectoraal akkoord 2021-2025;

Overwegende de opzegging per 1 januari 2022 door Belfius Insurance en Ethias van de overeenkomst in het kader van de overheidsopdracht die in 2010 door de RSZPPO is uitgeschreven voor de aanduiding van een verzekeringsmaatschappij belast met de uitvoering van de pensioenverbintenis voor de contractuele personeelsleden van de provinciale en plaatselijke overheidsdiensten;

Overwegende de besluiten van het beheerscomité van de pensioenen van de provinciale en plaatselijke besturen tot aanduiding van een nieuwe pensioeninstelling voor de plaatselijke besturen;

Overwegende het lastenboek van de Federale Pensioendienst voor de overheidsopdracht voor diensten “Aanduiden van een instelling voor bedrijfspensioenvoorziening voor provinciale en plaatselijke overheden” (nr. SFPD/S2100/2022/05);

Overwegende dat het beheerscomité van de provinciale en plaatselijke besturen op 29 augustus 2022 heeft besloten de overheidsopdracht met als onderwerp “Aanduiden van een instelling voor bedrijfspensioenvoorziening voor provinciale en plaatselijke overheden” te gunnen aan Ethias Pension Fund OFP, overeenkomstig de toepasselijke aanbestedingsdocumenten.

Overwegende dat, om in aanmerking te komen voor een vermindering van de responsabiliseringsbijdrage als bedoeld in bovenvermelde wet van 24 oktober 2011, de lokale besturen aangesloten bij het Gesolidariseerd pensioenfonds van de provinciale en plaatselijke besturen voor hun contractueel personeel een tweede pensioenpijler moeten opzetten;

Overwegende dat bovengenoemd protocol 2021/1 van het onderhandelingscomité C van de plaatselijke openbare diensten, alsook bovengenoemd besluit van 2 oktober

2021 dit protocol uitvoeren, de instelling van een tweede pensioenpijler inhouden in het kader van de onderhandelde loonopwaardering;

Overwegende dat krachtens artikel 47, § 2, van de wet van 17 juni 2016 een aanbestedende dienst die zijn toevlucht neemt tot een aankoopcentrale, vrijgesteld wordt van de verplichting om zelf een gunningsprocedure te organiseren;

Gelet op het besluit van de Gemeenteraad om aan te sluiten bij de aankoopcentrale van de federale pensioendienst, met het oog op de invoering/voortzetting van een tweede pensioenpijler voor contractuele personeelsleden, een besluit dat op [...] aan de toezichthoudende autoriteit is overgemaakt;

Gelet op het protocol van het onderhandelingscomité van ... oktober 2022;

Overwegende dat de documenten betreffende de vaststelling van het aanvullend pensioen voor het contractueel personeel van het Gemeentebestuur van Sint-Joost-ten-Node moeten goedgekeurd worden;

*[Op voorstel van het College van Burgemeester en Schepenen]*

BESLUIT:

1° De volgende documenten in bijlage goed te keuren met betrekking tot de invoering van het aanvullend pensioen voor contractuele personeelsleden van het Gemeentebestuur van Sint-Joost-ten-Node beschikbaar op <https://www.ethiaspensionfund.be/plan-de-pension.html>

- Financieringsplan voor de pensioenregeling van de tweede pijler voor de contractuele personeelsleden van een lokaal bestuur behorend tot het afzonderlijk vermogen PPO van kanton 2
- Beheersovereenkomst - Kanton 2 - afzonderlijk vermogen PPO
- Toetredingsakte tot de beheersovereenkomst - Kanton 2 - afzonderlijk vermogen PPO
- Verklaring over de principes van het investeringsbeleid van het “afzonderlijk vermogen PPO”
- Groepsverzekeringsreglement voor “onthaalstructuur”
- Kaderovereenkomst renteverzekering, lijfrenten toegekend in het kader van de wet van 28 april 2003 betreffende de aanvullende pensioenen
- Statuten van het organisme voor de pensioenfinanciering “Ethias Pension Fund”.

2° Gebruik te maken van de diensten van Ethias Pension Fund OFP, de inschrijver aan wie de raamovereenkomst is gegund door de aankoopcentrale van de federale pensioendienst;

3° De uitgaven te financieren die voortvloeien uit de kredieten in de artikelen ...

4° Het College van Burgemeester en Schepenen / vast bureau te belasten met de uitvoering van dit besluit.

5° Een kopie van deze beslissing te bezorgen aan Ethias Pension Fund OFP (volgens de modaliteiten op de specifieke website van de verstrekker).

*10 annexes / 10 bijlagen*

*Formulaire Adhésion à Ethias Pension Fund dans le cadre de la Centrale d'achat*

*SFP.pdf, 4-Structure d'accueil\_Ethias SA\_St-Josse-Ten-Noode AC.pdf,*

*SIP\_Patrimoine distinct APL.pdf, 5-Contrat cadre rentes type\_St-Josse-ten-Noode*

*AC.pdf, Convention de gestion du Patrimoine distinct APL.pdf, 2-Règlement de*

*pension\_St-Josse-ten-Noode AC.pdf, 3-Plan de financement\_APL\_St-Josse-ten-Noode*

*AC.pdf, modele-delibe-conseil-recours-accord-cadre-pension-sfp.docx, modele-*

*delibe-conseil-recours-accord-cadre-pension-sfp-nl.docx, 1-Acte*

*d'adhésion\_Patrimoine distinct APL\_St-Josse-ten-Noode AC.pdf*

Le Conseil,

Vu la Nouvelle Loi Communale ;

Vu la loi du 14 décembre 2000 fixant certains aspects de l'aménagement du temps de travail dans le secteur public ;

Vu la décision du Collège du 18 août 1983 relative à la modification de l'horaire journalier du personnel communal non enseignant;

Vu sa délibération du 30 mai 2001 portant sur le règlement relatif à l'organisation des prestations du travail ;

Considérant le principe de continuité du service public ;

Vu que le personnel communal non enseignant est appelé parfois à faire des prestations le samedi, le dimanche ou un jour férié légal ou réglementaire ;

Vu que le règlement relatif à l'organisation des prestations du travail ne spécifie pas les modalités des prestations effectuées le samedi, le dimanche ou un jour férié légal ou réglementaire ;

Considérant que le protocole d'accord sera signé en date du 16 septembre 2022 par les délégations syndicales et par celles de l'employeur ;

Décide :

D'ajouter au Chapitre I – Dispositions générales :

"Pour le personnel communal non enseignant qui est astreint à des prestations le samedi, le dimanche ou un jour férié légal ou réglementaire, celles-ci donnent droit à un congé de récupération égal à 200 % de l'heure prestée".

---

### **Reglement betreffende de organisatie van de arbeidsduur; wijziging.**

De Gemeenteraad,

Gelet op de Nieuwe Gemeentewet ;

Gelet op de wet van 14 december 2000 tot vaststelling van sommige aspecten van de organisatie van de arbeidstijd in de openbare sector ;

Gelet op de beslissing van het College van 18 augustus 1983 betreffende de wijziging van de dagindeling van het niet-onderwijzend gemeentepersoneel;

Gelet op de beraadslaging van 30 mei 2001 houdende het reglement betreffende de organisatie van de werkprestaties ;

Overwegende het principe van continuïteit van de openbare dienstverlening ;

Aangezien het niet-onderwijzend gemeentepersoneel soms wordt opgeroepen om diensten te verlenen op zaterdag, zondag of op een wettelijke of reglementaire feestdag;

Aangezien het reglement betreffende de organisatie van de arbeidsdiensten niet de modaliteiten specificeert van de diensten die op zaterdag, zondag of een wettelijke of reglementaire feestdag worden verricht;

Overwegende dat het protocolakkoord zal worden ondertekend op 16 september 2022 door de delegaties van de vakbond en door die van de werkgever ;

Beslist :

Toe te voegen aan hoofdstuk I – Algemene bepalingen :

"Niet-onderwijzend gemeentepersoneel dat verplicht is diensten te verlenen op zaterdag, zondag of op een wettelijke of statutaire feestdag, geven deze prestaties recht op een recuperatieverlof gelijk aan 200% van het gewerkte uur".

*1 annexe / 1 bijlage*

*Protocole d'accord.pdf*

---

19.10.2022/A/0008 **Centre Vincent Van Gogh asbl ; vente des bâtiments 4-6-8 rue Traversière ; accord.**

Le Conseil,

Vu l'article 117 de la Nouvelle loi communale ;

Vu les statuts du Centre Vincent Van Gogh asbl ;

Vu le courrier du 2 septembre 2022, par lequel le CHAB annonce à la commune sa volonté de mettre en vente ses bâtiments 4-6-8 rue Traversière afin de pouvoir faire face à ses engagements et de pouvoir concentrer ses activités sur le Foyer Européen et le bâtiment 13, rue Traversière ;

Vu le Conseil d'administration du Centre Vincent Van Gogh asbl qui s'est tenu le 1<sup>er</sup> septembre 2022, lequel a acté cette décision justifiée par la période très délicate que traverse l'association depuis plus de deux ans ;

Considérant que le bénéfice de cette vente serait consacré en priorité au remboursement de l'emprunt communal de 2009, pour le Foyer Européen ;

Considérant que selon les documents comptables du CHAB, sur un montant initial de 1.000.000€ prêtés, 43.739,41 € de capital ont déjà été remboursés par le Centre Vincent Van Gogh à ce jour ;

Qu'il persiste donc un montant de capital de 956.260,59 € en faveur de la Commune ;

Considérant qu'il appartient au Conseil communal de marquer son accord quant à la vente, à la levée d'hypothèque, et donner son accord de principe quant à la reprise par un acteur institutionnel de la caution solidaire qui lie la Commune à la part du CHAB dans l'emprunt Belfius contracté en 2009 pour la construction du Foyer Européen ;

Décide :

- D'autoriser la vente de bâtiments 4-6-8 rue Traversière à 1210 Bruxelles ;
- De Lever l'hypothèque en 1<sup>er</sup> rang que la Commune possède sur l'ensemble des bâtiments du CHAB à condition que le résultat de cette vente soit consacrée en priorité au remboursement du crédit communal de 2009, pour le Foyer Européen ;
- De donner un accord de principe quant à la reprise par un acteur institutionnel de la caution solidaire qui lie la Commune à la part du CHAB dans l'emprunt Belfius contracté en 2009 pour la construction du Foyer Européen ;
- De notifier la présente décision au Centre Vincent Van Gogh asbl.

---

**Centrum Vincent Van Gogh vzw ; verkoop van gebouwen Dwarsstraat 4-6-8 ; akkoord.**

De Raad,

Gelet op artikel 117 van de Nieuwe gemeentewet ;

Gelet op de statuten van het Centrum Vincent Van Gogh vzw ;  
Gelet op de brief van 2 september 2022, waarin het CHAB aan de gemeente haar wens aankondigt om haar gebouwen Dwarsstraat 4-6-8 te koop aan te bieden om aan haar verplichtingen te kunnen voldoen en haar activiteiten te kunnen concentreren op de Europese Foyer en het gebouw Dwarsstraat 13 ;  
Gelet op de Raad van Bestuur van het Centrum Vincent Van Gogh vzw, die op 1 september 2022 plaatsvond, en waarbij akte werd genomen van deze beslissing, verantwoord door de zeer moeilijke periode die de vereniging sinds meer dan twee jaar doormaakt ;  
Overwegende dat de opbrengst van deze verkoop bij voorrang zou worden besteed aan de terugbetaling van de gemeentelijke lening van 2009 voor de Europese Foyer ;  
Overwegende dat volgens de boekhoudkundige documenten van het CHAB van een oorspronkelijk geleend bedrag van 1.000.000€ tot op heden reeds 43.739,41€ aan kapitaal door het Centrum Vincent Van Gogh werd terugbetaald ;  
Dat er dus nog een kapitaalbedrag blijft van 956.260,59 € ten gunste van de Gemeente ;  
Overwegende dat het aan de Gemeenteraad is om in te stemmen met de verkoop en de opheffing van de hypotheek, en om haar principeakkoord te geven voor wat betreft de overname door een institutionele speler van de hoofdelijke garantie die de Gemeente bindt aan het aandeel van het CHAB in de Belfius-lening die in 2009 werd aangegaan voor de bouw van de Europese Foyer ;

Beslist :

- Om de verkoop toe te staan van de gebouwen Dwarsstraat 4-6-8 te 1210 Brussel ;
- Om de hypotheek in 1ste rang op te heffen waarover de Gemeente beschikt op alle gebouwen van het CHAB, op voorwaarde dat het resultaat van deze verkoop bij voorrang wordt gebruikt voor de terugbetaling van het gemeentelijk krediet van 2009 voor de Europese Foyer ;
- Om een principeakkoord te geven voor wat betreft de overname door een institutionele speler van de hoofdelijke garantie die de Gemeente bindt voor het aandeel van het CHAB in de Belfius-lening die in 2009 werd aangegaan voor de bouw van de Europese Foyer ;
- Om het Centrum Vincent Van Gogh vzw van deze beslissing in kennis te stellen.

*3 annexes / 3 bijlagen*

*Commune courrier vente batiments.pdf, acte notarie emprunt communal.pdf, emprunt commune convention.pdf*

---

19.10.2022/A/0009 **Sanctions Administratives Communales; Désignation du Fonctionnaire chargé d'infliger les amendes administratives.**

Le Conseil communal,

Vu la loi du 24 juin 2013 relative aux sanctions administratives communales ;  
Vu l'arrêté royal du 21 décembre 2013 fixant les conditions de qualification et d'indépendance du fonctionnaire chargé d'infliger l'amende administrative et la manière de percevoir les amendes en exécution de la loi relative aux sanctions administratives, notamment en son article 1er, §4, lequel dispose que : « *le*

*fonctionnaire sanctionnateur visé au §1er,2° à 5°, §§ 2 et 3, doit être titulaire soit d'un diplôme de bachelier en droit ou de bachelier en pratique judiciaire ou d'une maîtrise en droit et avoir suivi dans le module de formation, le volet visé dans l'article 3,§1er, 3°, soit, à défaut, d'un diplôme universitaire de deuxième cycle ou d'un diplôme équivalent et avoir suivi le module de formation visé dans l'article 3 » ;*

Considérant que le fonctionnaire sanctionnateur actuel, Monsieur Patrick NEVE, désigné par une délibération du Conseil communal adoptée le 18 juin 2008, est parti à la pension le 1er septembre 2022 ;

Considérant le nombre important de dossiers traités par le Service des sanctions administratives communales ;

Considérant qu'il convient de désigner un nouveau fonctionnaire sanctionnateur afin d'assurer l'imposition des amendes administratives ;

Considérant que Madame Marie-Rose LAEVERS réunit les conditions requises pour exercer la mission de fonctionnaire sanctionnateur ;

Sur proposition du Collège des Bourgmestre et Echevins,

Décide :

- De désigner Madame Marie-Rose LAEVERS en qualité de fonctionnaire sanctionnateur ;
- De charger le Collège des Bourgmestre et Echevins de toutes suites utiles.

---

### **Gemeentelijke Administratieve Sancties; Aanstelling van een ambtenaar belast met opleggen van de administratieve sancties.**

De Gemeenteraad,

Gelet op de wet van 24 juni 2013 betreffende de Gemeentelijke Administratieve Sancties ;

Gelet op het koninklijk besluit van 21 december 2013 tot vaststelling van de kwalificatie- en onafhankelijkheidsvoorwaarden van de ambtenaar belast met de oplegging van de administratieve geldboete en tot inning van de boetes in uitvoering van de wet betreffende de gemeentelijke administratieve sancties, inzonderheid artikel 1, §4, dat bepaalt dat: "*de sanctionerende ambtenaar bedoeld in § 1, 2° tot 5°, §§ 2 en 3, moet houder zijn van hetzij een bachelordiploma in de rechten, hetzij een bachelordiploma in de gerechtelijke praktijk, hetzij een masterdiploma in de rechten en het deel van de opleidingsmodule bedoeld in artikel 3, § 1, 3°, hebben gevolgd, hetzij, bij gebreke daaraan, van een universitair diploma van de tweede cyclus of een gelijkwaardig diploma en de opleidingsmodule bedoeld in artikel 3 hebben gevolgd*";

Overwegende dat de huidige sanctionerende ambtenaar, Mijnheer Patrick NEVE, die werd benoemd bij een beraadslaging van de Gemeenteraad goedgekeurd op 18 juni 2008, met pensioen op 1 september 2022 ging ;

Overwegende het grote aantal dossiers dat door de Dienst gemeentelijke administratieve sancties wordt behandeld ;

Overwegende dat een nieuwe sanctionerende ambtenaar dient te worden aangesteld om ervoor te zorgen dat administratieve boetes worden opgelegd ;

Overwegende dat Mevrouw Marie-Rose LAEVERS voldoet aan de voorwaarden voor de uitoefening van de functie van sanctionerende ambtenaar ;

Op voorstel van het College van Burgemeester en Schepenen,

Beslist:

- Om Mevrouw Marie-Rose LAEVERS tot sanctionerende ambtenaar aan te stellen ;
- Om het College van Burgemeester en Schepenen te belasten met alle nodige maatregelen.

*2 annexes / 2 bijlagen*

*AR\_21-12-2013-\_fonctionnaire+sanctionnateur.pdf.pdf, 20221003114107894.pdf*

---

19.10.2022/A/0010 **La Maison de la Famille asbl ; principe de liquidation de l'avance sur subside 2022 en un seul versement.**

Le Conseil,

Vu la loi du 14 novembre 1983 relative au contrôle de l'octroi et de l'emploi de certaines subventions versées aux associations en vue de promouvoir des activités utiles à l'intérêt général ;

Vu que le budget prévisionnel de l'exercice 2022 de l'association «Maison de la Famille» a été transmis par celle-ci en date du 24 janvier 2022 ;

Vu l'approbation du budget communal ordinaire de l'exercice 2022 par dépassement de délai par l'autorité de tutelle en date du 17/08/2022 ;

Vu la désignation des bénéficiaires des subsides communaux pour l'année 2022 et la fixation des montants par le Conseil communal en sa séance du 14 septembre 2022 ;

Considérant que le montant inscrit au budget communal à titre de « subside à l'association Maison de la Famille asbl » pour l'exercice 2022, sous l'article 8490/332-02, s'élève à 250.000,00 € ;

Considérant que le subside communal est destiné exclusivement aux objectifs poursuivis par ladite association conformément aux articles 3 et 4 de la loi du 14 novembre 1983, ce qui a été constaté lors de la vérification comptable de son compte 2020 ;

Considérant les recommandations de la Commune lors de l'analyse du compte 2019 – 2020 de la Maison de la Famille asbl ;

Considérant l'analyse de la situation financière de l'association démontrant des nécessités de trésorerie explicitées dans son rapport annexé à la présente et vu la volonté de l'association de gérer ses finances « en bon père de famille » et de résoudre durablement cette problématique ;

Décide :

D'approuver, par dérogation à son règlement général d'octroi des subsides communaux, le principe de liquidation unique en un seul versement de l'avance sur le subside communal alloué à la Maison de la Famille asbl, soit 80% du montant total du subside 2022 inscrit au budget communal, soit un montant total de **200.000,00 €** dont seront déduits les 12<sup>e</sup> provisoires déjà versés entre janvier et octobre 2022 ;

De liquider le solde, soit 20 % du montant total de la subvention, à savoir **50.000,00 €**, après le dépôt des comptes de l'année 2022 pour justifier les dépenses.

*3 annexes / 3 bijlagen*

*Maison de la Famille - rapport comptable 2021.pdf, N\_CBE\_210817-MFam-ANALYSECpte2020-NI.pdf, Maison de la Famille bilan interne 2021 signé.pdf*

Le Conseil,

Vu l'ordonnance organique de la revitalisation urbaine du 6 octobre 2016 ;  
Vu l'arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale relatif aux Contrats de Rénovation Urbaine du 23 mars 2017 notamment à l'article 17 ;  
Vu l'approbation du 23 novembre 2017 par le Gouvernement de la Région Bruxelles-Capitale du programme de base définitif du Contrat de Rénovation Urbaine « Brabant-Nord-St Lazare » ;  
Considérant que le volet de Cohésion sociétale du CRU se divise en 2 parties (communale et intercommunale) ;  
Considérant que dans le volet communal, il est prévu à la fiche projet du « Manager de quartier » la mise en place d'un marché hebdomadaire sur les Esplanades Saint-Lazare ;  
Considérant que ce projet est repris dans la fiche projet du « Manager de quartier » et prévoit différents partenariats notamment avec le service communal des « Classes Moyennes » ;  
Vu que ce dernier, est en relation depuis le 28/08/2019 avec « hub.brussels » via une convention cadre pour le développement économique et commercial sur le territoire de la Commune de Saint-Josse-ten-Noode » ;  
Considérant que dans ce cadre, une coopération avec « hub.brussels » est possible et celle-ci se formalise par une « Convention de projet entre la commune de Saint-Josse et « hub.brussels » » ;  
Considérant que dans cette convention, « hub.brussels » s'engage à fournir des objets promotionnels (sacs réutilisables, bics, carnets de note, etc), et à prendre en charge le comptage de l'affluence du marché lors de son lancement ;  
Considérant que La Commune s'engage pour sa part, à mettre à disposition toutes ses ressources pour la mise en place du marché hebdomadaire, ainsi qu'à prendre en charge l'organisation des festivités pour son inauguration;

Décide:

- d'approuver la Convention de projet entre la commune de Saint-Josse et « Hub.Brussels », reprise en annexe ;
- de confier au Collège des Bourgmestre et Echevins la signature de la Convention et sa mise en œuvre.

---

**Dienst Stadsvernieuwing ; Stadsvernieuwingscontract « Brabant –Noord –Sint-Lazarus » ; Luik Sociale Cohesie ; Wekelijkse markt op de Sint-Lazarus Esplanades ; Overeenkomst met « hub.brussels »**

De Raad,

Gelet op de ordonnantie houdende organisatie van de stedelijke herwaardering van 6 oktober 2016 ;  
Gelet op het besluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering betreffende de Stadsvernieuwingscontracten van 23 maart 2017, inzonderheid artikel 17 ;  
Gelet op de goedkeuring van 23 november 2017 door de Brusselse Hoofdstedelijke Regering van het definitieve basisprogramma van het Stadsvernieuwingscontract



"Brabant-Noord-St Lazarus" ;

Overwegende dat het luik Sociale Cohesie van het SVC bestaat uit 2 delen (gemeentelijk en intercommunaal) ;

Overwegende dat het gemeentelijke luik in de projectfiche "Wijkmanager" voorziet in de oprichting van een wekelijkse markt op de Sint-Lazarus Esplanades ;

Overwegende dat dit project is opgenomen in de projectfiche "Wijkmanager" en voorziet in verschillende partnerschappen, meer bepaald met de gemeentelijke dienst "Middenstand" ;

Overwegende dat deze laatste sinds 28/08/2019 in contact staat met "hub.brussels" via een kaderovereenkomst voor economische en commerciële ontwikkeling op het grondgebied van de Gemeente Sint-Joost-ten-Node ;

Overwegende dat in dit kader een samenwerking met "hub.brussels" mogelijk is en deze zal worden geformaliseerd door een "Projectovereenkomst tussen de gemeente Sint-Joost en "hub.brussels" ;

Overwegende dat "hub.brussels" zich in deze overeenkomst ertoe verbindt om promotionele voorwerpen (herbruikbare tassen, balpennen, notitieboekjes, enz.) te leveren, en de telling van de publieksstroom op de markt bij de lancering op zich te nemen ;

Overwegende dat de Gemeente zich ertoe verbindt om al haar middelen ter beschikking te stellen voor de oprichting van de wekelijkse markt en de organisatie van de festiviteiten voor de officiële opening op zich te nemen ;

Beslist :

- Om de bijgevoegde Projectovereenkomst tussen de gemeente Sint-Joost en "Hub.Brussels" goed te keuren ;
- Om het College van Burgemeester en Schepenen te belasten met de ondertekening van de overeenkomst en de uitvoering ervan.

*4 annexes / 4 bijlagen*

*2022-10-04 Rapport Convention Hub.Brussels.pdf, 20221010\_Convention de projet entre la commune de Saint-Josse et hub.brussels.pdf, 2022-10-05 Convention de projet Saint-Josse Marché NLast.pdf, 2022-10-05 Convention de projet Saint-Josse Marché FR.pdf*

---

19.10.2022/A/0012 **Mission d'études complète pour l'aménagement de logements, dans l'îlot Rivière/Linné/Saint-Lazare ; Approbation des conditions et du mode de passation ; Procédure concurrentielle avec négociation ; estimation de 922.746,00 € TVAC.**

Le Conseil,

Vu la Nouvelle loi communale du 24 juin 1988, notamment l'article 234§1 relatif aux compétences du conseil communal et ses modifications ultérieures ;

Vu la loi du 29 juillet 1991 relative à la motivation formelle des actes administratifs et ses modifications ultérieures ;

Vu la loi du 17 juin 2013 relative à la motivation, à l'information et aux voies de recours en matière de marchés publics, de certains marchés de travaux, de fournitures et de services et de concessions et ses modifications ultérieures ;

Vu la loi du 17 juin 2016 relative aux marchés publics, notamment l'article 38, § 1, 1°

b) (conception ou solutions innovantes) et l'article 57 ;

Vu l'arrêté royal du 14 janvier 2013 établissant les règles générales d'exécution des marchés publics et ses modifications ultérieures ;

Vu l'arrêté royal du 18 avril 2017 relatif à la passation des marchés publics dans les secteurs classiques et ses modifications ultérieures ;

Vu l'ordonnance du 14 mai 1998 organisant la tutelle administrative sur les communes de la Région de Bruxelles-Capitale, et ses modifications ultérieures ;

Vu l'arrêté du gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale du 16 juillet 1998 relatif à la transmission au Gouvernement des actes des autorités communales en vue de l'exercice de la tutelle administrative, et ses modifications ultérieures ;

Considérant le cahier des charges N° 2021/4201 bis relatif au marché "Mission d'études complète pour l'aménagement de logements, dans l'îlot Rivière/Linné/Saint-Lazare" établi par le Service Rénovation Urbaine ;

Considérant que ce marché est divisé en tranches :

\* Tranche ferme : Tranche de marché 1 (Estimé à : 511.104,00 € (21% TVA comprise)) : concerne la mission d'étude complète des 5 immeubles suivant, au sein de l'îlot :

- rue Linné n° 39,

- rue Linné n° 43,

- rue Linné n° 47,

- rue de la Rivière n° 17,

- rue de la Rivière n° 21 ;

\* Tranche conditionnelle : Tranche de marché 2 (Estimé à : 302.742,00 € (21% TVA comprise)) : concerne la mission d'étude complète de l'immeuble sis 42 rue Linné ;

\* Tranche conditionnelle : Tranche de marché 3 (Estimé à : 108.900,00 € (21% TVA comprise)) : concerne la mission d'étude complète de l'immeuble sis 15 rue de la Rivière ;

Considérant que le montant estimé de ce marché s'élève à 922.746,00 € (21% TVA comprise) ;

Considérant qu'il est proposé de passer le marché par procédure concurrentielle avec négociation ;

Considérant que cette estimation dépasse les seuils d'application de la publicité européenne ;

Considérant que le crédit permettant cette dépense est inscrit à l'article 9220/723-60 du budget extraordinaire 2022 ;

Considérant que 256.130,40 € seront pris en charge pour une partie de la mission par les subsides du CRU 2 Brabant - Nord - Saint-Lazare et que le solde sera financé par emprunt ;

Décide

- d'approuver le cahier des charges N° 2021/4201 bis et le montant estimé du marché "Mission d'études complète pour l'aménagement de logements, dans l'îlot Rivière/Linné/Saint-Lazare", établis par le Service Rénovation Urbaine. Les conditions sont fixées comme prévu au cahier des charges et par les règles générales d'exécution des marchés publics. Le montant estimé s'élève à 922.746,00 € (21% TVA comprise) ;

- de passer le marché par la procédure concurrentielle avec négociation ;

- de compléter et d'envoyer l'avis de marché au niveau national et européen ;

- de transmettre cette délibération à l'autorité de tutelle en vue de l'exercice de la tutelle générale ;

- de financer cette dépense par le crédit inscrit à l'article 9220/723-60 du budget extraordinaire 2022.

---

**Volledige studieopdracht voor de inrichting van woningen in het huizenblok Rivier/Linné/Sint-Lazarus ; Goedkeuring lastvoorwaarden en gunningswijze ; Mededingingsprocedure met onderhandeling ; raming van 922.746,00 € btw inbegrepen.**

De Raad,

Gelet op de Nieuwe gemeentewet van 24 juni 1988, en latere wijzigingen, inzonderheid artikel 234§1, betreffende de bevoegdheden van de gemeenteraad;

Gelet op de wet van 29 juli 1991 betreffende de uitdrukkelijke motiveringsplicht van bestuurshandelingen, en latere wijzigingen;

Gelet op de wet van 17 juni 2013 betreffende de motivering, de informatie en de rechtsmiddelen inzake overheidsopdrachten, bepaalde opdrachten voor werken, leveringen en diensten en concessies, en latere wijzigingen;

Gelet op de wet van 17 juni 2016 inzake overheidsopdrachten, inzonderheid artikel 38, § 1, 1<sup>o</sup> b) (ontwerp- of innovatieve oplossingen) en artikel 57;

Gelet op het koninklijk besluit van 14 januari 2013 tot bepaling van de algemene uitvoeringsregels van de overheidsopdrachten, en latere wijzigingen;

Gelet op het koninklijk besluit van 18 april 2017 betreffende plaatsing overheidsopdrachten klassieke sectoren, en latere wijzigingen;

Gelet op de ordonnantie van 14 mei 1998, houdende regeling van het administratief toezicht op de gemeenten van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest en zijn wijzigingen;

Gelet op het Regeringsbesluit van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest van 16 juli 1998, betreffende de overlegging aan de Regering van de akten van de gemeenteoverheden met het oog op de uitoefening van het administratief toezicht en zijn wijzigingen;

Overwegende dat in het kader van de opdracht “Volledige studieopdracht voor de inrichting van woningen in het huizenblok Rivier/Linné/Sint-Lazarus” een bestek met nr. 2021/4201 bis werd opgesteld door de Dienst Stadskernvernieuwing;

Overwegende dat deze opdracht bestaat uit volgende gedeelten:

\* Vast gedeelte : Deelopdracht 1 (Geraamd op : 511.104,00 € (21% BTW inclusief)) : betreft de volledige studieopdracht van de 5 volgende gebouwen binnen het huizenblok :

- Linnéstraat nr. 39,
- Linnéstraat nr. 43,
- Linnéstraat nr. 47,
- Rivierstraat nr. 17,
- Rivierstraat nr. 21 ;

\* Voorwaardelijk gedeelte : Deelopdracht 2 (Geraamd op : 302.742,00 € (21% BTW inclusief)) : betreft de volledige studieopdracht van het gebouw gelegen Linnéstraat 42 ;

\* Voorwaardelijk gedeelte : Deelopdracht 3 (Geraamd op : 108.900,00 € (21% BTW inclusief)) : betreft de volledige studieopdracht van het gebouw gelegen Rivierstraat 15 ;

Overwegende dat de uitgave voor deze opdracht wordt geraamd op 922.746,00 € (21% BTW inclusief);

Overwegende dat voorgesteld wordt de opdracht te gunnen bij wijze van de mededingingsprocedure met onderhandeling;

Overwegende dat deze raming de limieten van de Europese bekendmaking overschrijdt;

Overwegende dat de uitgave voor deze opdracht voorzien is in artikel 9220/723-60 van de buitengewone begroting 2022 ;

Overwegende dat 256.130,40 € voor een deel van de opdracht zal worden betaald uit de subsidies van het SVC 2 Brabant - Noord - Sint-Lazarus en dat het saldo zal

worden gefinancierd door een lening ;

Beslist :

- goedkeuring wordt verleend aan het bestek met nr. 2021/4201 bis en de raming voor de opdracht “Volledige studieopdracht voor de inrichting van woningen in het huizenblok Rivier/Linné/Sint-Lazarus”, opgesteld door de Dienst Stads kern vernieuwing. De lastvoorwaarden worden vastgesteld zoals voorzien in het bestek en zoals opgenomen in de algemene uitvoeringsregels van de overheidsopdrachten. De raming bedraagt 922.746,00 € (21% BTW inclusief) ;
- bovengenoemde opdracht wordt gegund bij wijze van de mededingingsprocedure met onderhandeling ;
- de aankondiging van de opdracht wordt ingevuld en bekendgemaakt op nationaal en Europees niveau ;
- deze beraadslaging in tweevoud met het oog op de uitoefening van het algemeen toezicht aan de toezichthoudende overheid over te maken ;
- de uitgave voor deze opdracht is voorzien in artikel 9220/723-60 van de buitengewone begroting 2022.

*8 annexes / 8 bijlagen*

*2022-09-19 rap. Conseil- mission étude compl.riv-linné-saint-lazare.pdf, 2022-09-19 Estim trav et honoraires BE.pdf, DUME FR espd-request.pdf, 2022\_10\_03\_Bestek - Model 3P NL28092022 fin.pdf, Avis de marché NL.pdf, Avis de marché FR.pdf, DUME NL espd-request.pdf, 2022\_10\_03\_CCH - Modele 3P FR03102022 fin.pdf*

---

19.10.2022/A/0013 **Protocole de collaboration entre la Région de Bruxelles-Capitale et la Commune et le CPAS de Saint-Josse-ten-Noode dans le cadre de la mise en œuvre du plan d’urgence pour la politique sociale du logement en Région bruxelloise.**

Le Conseil,

Vu l’urgence régionale en matière de logement à loyer raisonnable;  
Vu le contexte local en matière de logement et les spécificités de la Commune qui cumule les records, notamment en termes de densité, de jeunesse et pour qui répondre aux défis de la croissance démographique et du vieillissement du bâti constitue une priorité;  
Vu l’accord de majorité régional 2019 – 2024 et le Plan d’Urgence Logement;  
Vu que pour la réalisation de ce plan d’urgence, le Gouvernement définira, à travers un contrat liant chaque commune à la Région, des objectifs partagés;  
Vu que l’élaboration et le suivi associeront largement les opérateurs publics du logement, ainsi que le secteur associatif et immobilier;  
Vu que des incitants financiers ou des mécanismes de sanction seront liés à la réalisation de ces objectifs;  
Vu l’accord de majorité 2018-2024 de la commune et les objectifs de la Déclaration de politique générale qui stipule que :  
Le Collège s’engage à augmenter le nombre de logements de qualité et adaptés disponibles sur le territoire communal.  
À cet égard, le Collège accompagnera, dans le cadre de sa politique d’urbanisme, les rénovations d’envergure.  
La commune de Saint-Josse-ten-Noode entend augmenter son parc de

logements publics de 10% à l'horizon 2025.

Le Collège continuera la mise en œuvre d'un plan d'acquisition de 15 nouveaux biens abritant notamment des carrées dans le Quartier Nord.

Parallèlement, la rénovation des logements communaux sera poursuivie comme le remplacement des chaufferies, l'installation de panneaux solaires, la sécurisation des accès d'immeubles ou encore la remise en état des communs.

Vu que la société des Habitats à Bon Marché (HBM) poursuivra également la rénovation de ses logements sociaux;

Décide :

D'adopter le protocole de collaboration entre la Région de Bruxelles-Capitale et la Commune et le CPAS de Saint-Josse-ten-Noode dans le cadre de la mise en œuvre du plan d'urgence pour la politique sociale du logement en Région bruxelloise.

---

**Samenwerkingsprotocol tussen het Brussels Hoofdstedelijk Gewest en de Gemeente en het OCMW van Sint-Joost-ten-Node in het kader van de uitvoering van het noodplan voor het sociaal woonbeleid in het Brussels Gewest.**

De Raad,

Gezien de regionale noodsituatie voor betaalbare woningen;

Gezien de lokale context op het gebied van huisvesting en de specifieke kenmerken van de gemeente, die records verzamelt, met name op het gebied van dichtheid, jeugd en voor wie het reageren op de uitdagingen van bevolkingsgroei en vergrijzing van gebouwen een prioriteit is;

Gezien het Regionaal Meerderheidsakkoord 2019 – 2024 en het Woningnoodplan;

Overwegende dat de regering voor de uitvoering van dit noodplan, door middel van een contract dat elke gemeente aan het Gewest bindt, gemeenschappelijke doelstellingen zal vaststellen;

Overwegende dat bij de ontwikkeling en monitoring grotendeels sprake zal zijn van exploitanten van sociale woningen, alsook van de vrijwilligers- en vastgoedsector;

Overwegende dat financiële stimulansen of sanctiemechanismen gekoppeld zullen zijn aan de verwezenlijking van deze doelstellingen;

Gezien het meerderheidsakkoord 2018-2024 van de gemeente en de doelstellingen van de Algemene Beleidsverklaring waarin is bepaald dat: Het College zet zich in voor het verhogen van het aantal kwalitatieve en aangepaste woningen op het gemeentelijk grondgebied.

In dit verband zal het College in het kader van zijn stedenbouwkundig beleid grote renovaties ondersteunen.

De gemeente Sint-Joost-ten-Node wil haar sociale woningvoorraad tegen 2025 met 10% verhogen.

Het College zal doorgaan met het uitvoeren van een plan om 15 nieuwe woningen te verwerven in het Noordkwartier.

Tegelijkertijd zal de renovatie van gemeenschappelijke woningen worden voortgezet, zoals de vervanging van stookruimtes, de installatie van zonnepanelen, het beveiligen van de toegang tot gebouwen of de rehabilitatie van commons.

Overwegende dat de maatschappij van Goedkope Woningen (GW) ook de renovatie van haar sociale woningen zal voortzetten;

Beslist :

om het samenwerkingsprotocol tussen het Brussels Hoofdstedelijk Gewest en de Gemeente en het OCMW Sint-Joost-ten-Node in het kader van de uitvoering van het noodplan voor het sociale huisvestingsbeleid in het Brussels Gewest aan te nemen.

*2 annexes / 2 bijlagen*

*Contrat Logement Type.docx, Contrat Logement Type NL.docx*

---

19.10.2022/A/0014 **Modification du règlement de travaux d'embellissement et de confort des logements communaux; adoption.**

Le Conseil communal,

Vu le règlement relatif aux demandes de travaux d'embellissement et de confort des logements communaux entré en vigueur en date du 1er juin 2016 et ses modifications successives;

Décide,

D'approuver les modifications apportées à article 3 du règlement relatif aux demandes de travaux d'embellissement et de confort des logements communaux avec effet au 1er décembre 2022, comme suit :

**Règlement relatif aux demandes de travaux d'embellissement et de confort des logements faisant partie du patrimoine locatif de l'Administration communale de Saint-Josse-ten-Noode**

Article 1 : Toutes demandes de travaux d'embellissement et de confort émanant d'un locataire d'un bien faisant partie du patrimoine locatif de l'Administration en ce compris le rafraichissement du bien, le placement d'une nouvelle cuisine ou toutes modifications voulant être apportées au bien doit être préalablement soumises par demande écrite et motivée accompagnée le cas échéant de plan descriptif des travaux ou de devis à l'autorisation du Service des Propriétés communales.

Article 2 : Sur base des éléments reçus, un conducteur des travaux du Département Maintenance des Propriétés communales effectuera une visite de contrôle avant et après travaux. Il soumettra également son accord ou son veto quant à la faisabilité des travaux demandés.

Article 3 : L'intervention financière de l'Administration communale ne pourra s'effectuer que via une réduction de loyer à hauteur de 100 % du montant total des travaux et à concurrence d'un plafond maximal de 2.500,00 €.

En cas de placement d'une nouvelle cuisine, l'intervention est portée à 110% du montant total des travaux si la cuisinière est entièrement électrique.

L'intervention financière de l'Administration est limitée à la durée légale du bail et ne pourra être demandée qu'une seule et unique fois durant cette période.

L'intervention n'aura lieu qu'après avoir reçu la facture et la preuve de paiement officielle attestant que le demandeur a payé la totalité des travaux à l'entreprise qu'il

aura choisie.

Article 4 : L'accord d'intervention est également soumis aux conditions suivantes :

- Le demandeur doit remplir ses obligations de preneur de manière diligente et ne présenter aucun arriéré locatif ;
- Il doit également jouir d'un bail de résidence principale d'une durée de 9 ans et être dans le bien depuis au moins 2 ans;
- Il ne doit pas se trouver dans une situation de composition de ménage non adaptée à la taille du logement qu'il occupe.

Article 5 : Le demandeur reconnaît également que lorsqu'il quittera le logement, les modifications apportées et ou le mobilier placé deviendront propriété exclusive du bailleur sans possibilité de recours.

Article 6 : Sur avis motivé de l'administration, le Collège des Bourgmestre et Echevins peut accorder l'intervention financière pour les demandes qui ne remplissent pas les conditions prévues à l'article 1, 2 et 4.

---

### **Wijziging van de Reglement betreffende de aanvragen van verfraaiings- en comfortwerken van de gemeentelijke woningen; goedkeuring.**

De Gemeenteraad,

Gelet op het reglement betreffende de aanvragen tot verfraaiings- en comfortwerken van de gemeentelijke woningen in werking getreden op 1 juni 2016 en de volgende wijzigingen;

Beslist,

Om de volgende wijzigingen goed te keuren van artikel 3 van het reglement betreffende de aanvragen tot verfraaiings- en comfortwerken van gemeentelijke woningen met ingang van 1 december 2022 :

### **Reglement betreffende de aanvragen van verfraaiings- en comfortwerken van de woningen die behoren tot het huurpatrimonium van het Gemeentebestuur van Sint-Joost-ten-Node**

Artikel 1: Alle aanvragen van verfraaiings- en comfortwerken afkomstig van een huurder van een goed dat deel uitmaakt van het huurpatrimonium van het Gemeentebestuur met inbegrip van de opfrissing van het goed, de plaatsing van een nieuwe keuken of alle wijzigingen die wensen te worden aangebracht aan het goed dienen vooraf te worden voorgelegd door schriftelijke en gemotiveerde aanvraag, desgevallend samen met het beschrijvend plan van de werken of met de kostenraming voor toelating door de Dienst Gemeentelijke Eigendommen.

Artikel 2 : Op basis van de ontvangen elementen zal een opzichter van het Departement Onderhoud van Gemeentelijke eigendommen een controlebezoek uitvoeren voor en na de werken. Hij zal tevens zijn akkoord of zijn bezwaar uitbrengen voor wat betreft de haalbaarheid van de gevraagde werken.

Artikel 3 : De financiële tussenkomst van het Gemeentebestuur kan enkel plaatsvinden via een vermindering van de huurprijs ten belope van 80 % van het totale bedrag van de werken en met een maximaal plafond van 2.500,00 €.

Bij de plaatsing van een nieuwe keuken wordt de tussenkomst verhoogd tot 110% van het totale bedrag van de werken indien het fornuis volledig elektrisch is.

De financiële tussenkomst van het Bestuur is beperkt tot de wettelijke duur van de huurovereenkomst en kan slechts één enkele keer worden gevraagd gedurende deze periode .

De tussenkomst zal slechts plaatsvinden na de factuur te hebben ontvangen alsook het officiële betalingsbewijs dat aantoont dat de aanvrager de totaliteit van de werken heeft betaald aan de firma die hij heeft gekozen.

Artikel 4 : Het akkoord van tussenkomst is tevens onderworpen aan de volgende voorwaarden :

-De aanvrager dient zijn verplichtingen als huurder te vervullen op een toegewijde manier en geen huurachterstallen te hebben

-Hij dient tevens een huurovereenkomst van hoofdverblijfplaats te genieten voor een duur van 9 jaar en tenminste sedert 2 jaar in het pand wonen..

-Hij mag zich niet bevinden in een situatie van gezinssamenstelling die niet aangepast is aan de grootte van de woning die hij bezet.

Artikel 5 : De aanvrager erkent tevens dat wanneer hij de woning zal verlaten, de aangebrachte wijzigingen en/of het geplaatste meubilair exclusieve eigendom zullen worden van de verhuurder zonder mogelijkheid tot beroep.

Artikel 6: Op basis van een gemotiveerd advies van het bestuur kan het College van Burgemeester en Schepenen een financiële tussenkomst toekennen voor aanvragen die niet voldoen aan de voorwaarden voorzien in artikel 1, 2 en 4.

*8 annexes / 8 bijlagen*

*240419+Reglement+NL.pdf.pdf, 160530+-+Reglement+NL.pdf.pdf,*

*190424+Règlement+FR.pdf.pdf, Règlement Embellissement Propriétés Communales*

*2022 - suivi modif.pdf, 170424+Règlement+FR.pdf.pdf,*

*160530++Règlement+FR.pdf.pdf, 240417+Reglement+NL.pdf.pdf, primes octroyées.xlsx*

---

19.10.2022/A/0015 **Clubs sportifs; subsides communaux 2022 inférieurs à 1.250,- euros; répartition**

Le Conseil,

Vu la décision du conseil communal du 14 septembre 2022 d'octroyer un subside annuel aux clubs sportifs;

Vu que le crédit budgétaire pour les subsides communaux est suffisant;

Vu le dossier de candidature en vue de l'obtention d'un subside communal "clubs sportifs" par les associations reprises ci-dessous;

Vu que ces dossiers ont été contrôlés par l'administration quant à notamment leur finalité;

Sur proposition du Collège;

Décide :

D'octroyer un subside inférieur à 1.250,- euros aux clubs sportifs :

La Royale la Silencieuse de Bruxelles : 1.200 ,- euros

Rue Saxe-Cobourg, 38 - 1210 Bruxelles

compte n° BE61 3630 8956 7517



Responsable: Mme Vains Michèle

La Cordiale TN St-Josse : 1.200,- euros  
Sint-Annalaan, 117 - 1853 Grimbergen  
Compte n° BE50 0011 7116 0418  
Responsable: M. Brolet Serge

St-Josse All Stars : 1.200,- euros  
Rue Charles VI, 3 bte 2 - 1210 Bruxelles  
Compte n° BE71 4263 1855 7169  
Responsable: M. Wala Olivier

Mini Saint-Josse: 1.200,- euros  
Clos des Deux Tilleuls, 4 - 1120 Bruxelles  
Compte n° BE18 3100 9800 6765  
Responsable: M. Madani Khalid

Vétérans St-Josse : 1.200,- euros  
Berkendallaan, 163 - 1800 Vilvoorde  
Compte n° BE46 9730 1682 0036  
Responsable: M. Bosteels Olivier

Académy S-Josse: 1.200,- euros  
Rue Verte, 35 - 1210 Bruxelles  
Compte n° BE76 0014 1949 7895  
Responsable: M. Hamdan Azdin

Asbl Objectif Bien Etre: 1.200,- euros  
Rue Verte, 39 - 1210 Bruxelles  
Compte n° BE05 3631 9313 0575  
Responsable: Mme Ozlucanbaz Hatice

Brussels Aquatic Synchro Swimming (BRASS): 1.200,- euros  
Rue Colone Bourg, 104/12 - 1030 Bruxelles  
Compte n° BE55 0003 2547 8244  
Responsable: Mme De Smet Josianne

Asbl Invest to 1 pack: 1.200,- euros  
Avenue Louise, 209 boîte 7 - 1050 Bruxelles  
Compte n° BE69 0004 6660 6978  
Responsable: Mme Benouja Najat

BXL Foot City: 1.200,- euros  
Rue du Moulin, 52 - 1210 Bruxelles  
Compte n° BE59 3630 9668 8226  
Responsable: M. El Harrak Said

Le montant total de ces subsides est de 12.000,- euros

Exercice : 2022 - Article : 7642/332-02

Par ailleurs, conformément à la loi du 14 novembre 1983 relative au contrôle de l'octroi et de l'emploi de certaines subventions, la subvention est octroyée en vue de couvrir en tout ou en partie des frais quelconques supportés par l'organisme ou la personne bénéficiaire pour la réalisation de son objet statutaire lequel doit viser à la promotion d'activités utiles à l'intérêt général. Le Collège échevinal pourra, s'il

l'estime nécessaire, solliciter en tous temps une justification de l'utilisation adéquate de la subvention.

Le montant de la subvention est liquidé en une fois.

---

**Sportverenigingen; gemeentelijke toelages lager dan 1.250,- euro voor 2022; verdeling**

De Raad,

Gezien de beslissing van de Gemeenteraad van 14 september 2022 een jaarlijkse subsidie aan de sportclubs toe te kennen;

Gezien het begrotingkrediet voor de gemeentelijke subsidies aan de sportclubs voldoende is;

Gezien de kandidatuursdossier van de hieronder hernomen verenigingen om de gemeentelijke subsidie "sportclubs" te verkrijgen;

Gezien deze dossiers gecontroleerd werden door het bestuur betreffende in het bijzonder hun finaliteit;

Op voorstel van het College;

Beslist :

een subsidie lager dan 1.250,- euro aan de volgende sportclubs toe te kennen :

La Royale la Silencieuse de Bruxelles: 1.200,- euro

Saxen-Coburgstraat, 38 - 1210 Brussel

Bankrek. nr: BE61 3630 8956 7517

Verantwoordelijke: Mevr. Vains Michèle

La Cordiale TN St-Josse : 1.200,- euro

Sint-Annalaan, 117 - 1853 Grimbergen

Bankrek. nr: BE50 0011 7116 0418

Verantwoordelijke: Dhr. Brolet Serge

St-Josse All Stars : 1.200,- euro

Karel VI-straat, 3 bus 2 - 1210 Brussel

Bankrek. nr: BE71 4263 1855 7169

Verantwoordelijke: dhr Wala Olivier

Mini Saint-Josse: 1.200,- euro

Tweelindengaarde,4 - 1120 Brussel

Bankrek. nr: BE18 3100 9800 6765

Verantwoordelijke: Dhr Madani Khalid

Vétérans TNBC St-Josse : 1.200,- euro

Berkendallaan, 163 - 1800 Vilvoorde

Bankrek. nr: BE46 9730 1682 0036

Verantwoordelijke: Dhr Bosteels Olivier

Academy St-Josse: 1.200,- euro

Groenstraat, 35 - 1210 Brussel

Bankrek. nr: BE76 0014 1949 7895

Verantwoordelijke: Dhr Hamdan Azdin

Asbl Objectif Bien Etre: 1.200,- euro

Groenstraat, 39 - 1210 Brussel

Bankrek. nr: BE05 3631 9313 0575  
Verantwoordelijke: Mevr. Ozlucanbaz Hatice

Brussels Aquatic Synchro Swimming (BRASS): 1.200,- euro  
Kolonel Bourgstraat, 104/12 - 1030 Brussel  
Bankrek. nr: BE55 0003 2547 8244  
Verantwoordelijke: Mevr. De Smet Josianne

Asbl Invest to 1 pack: 1.200,- euro  
Louizalaan, 209 bus 7 - 1050 Brussel  
Bankrek. nr: BE69 0004 6660 6978  
Verantwoordelijke: Mevr. Benouja Najat

BXL Foot City: 1.200,- euro  
Molenstraat, 52 - 1210 Brussel  
Bankrek. nr: BE59 3630 9668 8226  
Verantwoordelijke: Dhr. El Harrak Said

Het totaal bedrag van de subsidies bedraagt 12.000,- euro

Dienstjaar : 2022 - Artikel : 7642/332-02

Overigens, overeenkomstig de wet van 14 november 1983 betreffende de controle op de toekenning en op de aanwending van sommige toelagen, wordt de subsidie toegekend om geheel of gedeeltelijk eender welke kosten te dekken van de instelling of van de begunstigde persoon voor de verwezenlijking van zijn statutair doel dat activiteiten moet beogen die nuttig zijn voor het algemeen belang.

Het Schepencollege zal, indien hij het nuttig acht, op ieder moment een verantwoording kunnen vragen van het gepaste gebruik van de subsidie. Het bedrag van de subsidie wordt in één maal uitbetaald.

*12 annexes / 12 bijlagen*

*Formulaire subside 2022 Academy Saint Josse.pdf, Formulaire subside 2022 ASBL Investir to 1 Pack.pdf, Formulaire subside 2022 Vétérans TNBC St Josse.pdf, Subventions - règlement intérieur d'octroi fr-nl (2).pdf, Conseil - subsides communaux 2022\_désignation des bénéficiaires et fixation des montants.pdf, formulaire subside 2022 RLSB.pdf, Formulaire subside 2022 Objectif Bien Etre.pdf, Formulaire subside 2022 Mini Saint Josse.pdf, Formulaire subside 2022 St Josse All Stars.pdf, Formulaire subside 2022 BRASS.pdf, Formulaire subside 2022 BXL Foot City.pdf, Formulaire subside 2022 La Cordiale.pdf*

---

19.10.2022/A/0016 **Impulsion local 2022 : subside à l'asbl Institut Kurde de Bruxelles pour le projet "Retissons les liens" ; octroi.**

Le Conseil communal,

Vu la loi du 14 novembre 1983 relative au contrôle de l'octroi et de l'emploi de certaines subventions;

Vu la délibération du Conseil communal du 22 juin 2022, adoptant l'approbation du budget ordinaire de l'exercice 2022;

Vu la délibération du Conseil communal du 14 septembre 2022, adoptant dans la liste des subsides communaux de l'exercice 2022 et répertoriant à l'article 8421/332-02 le libellé F.I.P.I. pour un crédit de € 59.700 ;

Vu la demande de subsides faite par l'asbl Institut Kurde de Bruxelles relative aux

frais du projet « Retissons les liens »;

Vu la Décision du Collège du 07.12.21 de sélectionner 6 projets associatifs dont celui de l'asbl Institut Kurde de Bruxelles;

Vu l'Arrêté 2022/61 du Collège de la COCOF octroyant subventions aux projets présentés par les communes, notifiant un budget de 56.500 € pour la Commune de Saint Josse;

Attendu que le subside est destiné exclusivement aux objectifs poursuivis par ladite association conformément à l'article 3 et 4 de la loi du 14 novembre 1983 ;

Considérant qu'étant donné le contexte relatif au subside Impulsion nous liant à la Cocof et pour des raisons de bonne organisation et de respect des délais impartis dans ce cadre, par dérogation au Règlement communal relatif à l'octroi et au contrôle de l'emploi des subventions adopté par le Conseil communal du 18 juin 2008, les subsides concernés, de 4.300 €, seront liquidés, en 2 fois, comme suit :

- 80% du montant prévu , soit 3.440 € , des subsides concernés ;
- le solde de 20%, soit 860 €, sera liquidé après réception, le 31/01/23, des pièces justificatives des 100% de la subvention et dès leur contrôle et approbation par la Cocof.

Décide,

d'octroyer un subside de € 4.300 au nom de Institut Kurde de Bruxelles asbl, rue Bonneels 16 à 1210 Saint-Josse-ten-Noode, sur le numéro de compte BE89 4263 1440 7185 sous la référence "subvention Impulsion 2022" sous réserve de la restitution de la partie de subvention non-justifiée, conformément à l'article 7, alinéa 1 et 2 de la loi du 14 novembre 1983;

d'autoriser par dérogation au Règlement communal relatif à l'octroi et au contrôle de l'emploi des subventions adopté par le Conseil communal du 18 juin 2008, la liquidation du subside, en 2 fois, comme suit :

- 80% du montant prévu , soit 3.440 € , en une fois ;
- le solde de 20%, soit 860 €, sera liquidé après réception, le 31/01/23, des pièces justificatives des 100% de la subvention et dès leur contrôle et approbation par la Cocof.

d'imputer la dépense à l'article 8421/332-02 du budget ordinaire 2022.

*3 annexes / 3 bijlagen*

*2021.12.07. - Impulsion 2022 - DC sélection des projets signée.pdf, Arrêté 2022-61 impulsion.pdf, 2021.11 - IKB - Projet - Impulsion 2022.pdf*

---

19.10.2022/A/0017 **Impulsion local 2022 ; subside à l'asbl CALAME pour le projet « Des ateliers numériques pour renforcer l'accompagnement scolaire et social »; octroi.**

Le Conseil communal,

Vu la loi du 14 novembre 1983 relative au contrôle de l'octroi et de l'emploi de certaines subventions;

Vu la délibération du Conseil communal du 22 juin 2022, adoptant l'approbation du budget ordinaire de l'exercice 2022;

Vu la délibération du Conseil communal du 14 septembre 2022, adoptant dans la liste des subsides communaux de l'exercice 2022 et répertoriant à l'article 8421/332-02 le libellé F.I.P.I. pour un crédit de € 59.700 ;

Vu la demande de subsides faite par l'asbl CALAME relative aux frais du projet « Des ateliers numériques pour renforcer l'accompagnement scolaire et social »;

Vu la Décision du Collège du 07.12.21 de sélectionner 6 projets associatifs dont celui de l'asbl CALAME;

Vu l'Arrêté 2022/61 du Collège de la COCOF octroyant subventions aux projets présentés par les communes, notifiant un budget de 56.500 € pour la Commune de Saint Josse;

Attendu que le subside est destiné exclusivement aux objectifs poursuivis par ladite association conformément à l'article 3 et 4 de la loi du 14 novembre 1983 ;

Considérant qu'étant donné le contexte relatif au FIPI nous liant à la Cocof et pour des raisons de bonne organisation et de respect des délais impartis dans ce cadre, par dérogation au Règlement communal relatif à l'octroi et au contrôle de l'emploi des subventions adopté par le Conseil communal du 18 juin 2008, les subsides concernés, de 17.604 €, seront liquidés, en 2 fois, comme suit :

- 80% du montant prévu , soit 14.083,20 € , des subsides concernés ;
- le solde de 20%, soit 3.520,80 €, sera liquidé après réception, le 31/01/23, des pièces justificatives des 100% de la subvention et dès leur contrôle et approbation par la Cocof.

Décide,

d'octroyer un subside de € 17.604 au nom de CALAME asbl, rue de la Pacification, 13 à 1210 Saint-Josse-ten-Noode, sur le numéro de compte BE23 5230 8038 5591 sous la référence "subvention Impulsion 2022" sous réserve de la restitution de la partie de subvention non-justifiée, conformément à l'article 7, alinéa 1 et 2 de la loi du 14 novembre 1983;

d'autoriser par dérogation au Règlement communal relatif à l'octroi et au contrôle de l'emploi des subventions adopté par le Conseil communal du 18 juin 2008, la liquidation du subside, en 2 fois, comme suit :

- 80% du montant prévu , soit 14.083,20 € , en une fois ;
- le solde de 20%, soit 3.520,80 €, sera liquidé après réception, le 31/01/23, des pièces justificatives des 100% de la subvention et dès leur contrôle et approbation par la Cocof.

d'imputer la dépense à l'article 8421/332-02 du budget ordinaire 2022.

*3 annexes / 3 bijlagen*

*2021.12.07. - Impulsion 2022 - DC sélection des projets signée.pdf, Arrêté 2022-61 impulsion.pdf, 2021.11 - Calame - Projet - Impulsion 2022.pdf*

---

19.10.2022/A/0018 **Impulsion local 2022 ; subside à l'asbl CFEP pour le projet "Bibliothèque EPN Saint-Josse : de l'intégration sociale à l'inclusion numérique" ; octroi.**

Le Conseil communal,

Vu la loi du 14 novembre 1983 relative au contrôle de l'octroi et de l'emploi de certaines subventions;

Vu la délibération du Conseil communal du 22 juin 2022, adoptant l'approbation du budget ordinaire de l'exercice 2022;

Vu la délibération du Conseil communal du 14 septembre 2022, adoptant dans la liste des subsides communaux de l'exercice 2022 et répertoriant à l'article 8421/332-02 le libellé F.I.P.I. pour un crédit de € 59.700 ;

Vu la demande de subsides faite par l'asbl CFEP relative aux frais du projet « Bibliothech EPN Saint-Josse : de l'intégration sociale à l'inclusion numérique »;

Vu la Décision du Collège du 07.12.21 de sélectionner 6 projets associatifs dont celui de l'asbl CFEP;

Vu l'Arrêté 2022/61 du Collège de la COCOF octroyant subventions aux projets présentés par les communes, notifiant un budget de 56.500 € pour la Commune de Saint Josse;

Attendu que le subside est destiné exclusivement aux objectifs poursuivis par ladite association conformément à l'article 3 et 4 de la loi du 14 novembre 1983 ;

Considérant qu'étant donné le contexte relatif au subside Impulsion nous liant à la Cocof et pour des raisons de bonne organisation et de respect des délais impartis dans ce cadre, par dérogation au Règlement communal relatif à l'octroi et au contrôle de l'emploi des subventions adopté par le Conseil communal du 18 juin 2008, les subsides concernés, de 4.595 €, seront liquidés, en 2 fois, comme suit :

- 80% du montant prévu , soit 3.676 € , des subsides concernés ;
- le solde de 20%, soit 919 €, sera liquidé après réception, le 31/01/23, des pièces justificatives des 100% de la subvention et dès leur contrôle et approbation par la Cocof.

Décide,

d'octroyer un subside de € 4.595 au nom de CFEP asbl, rue du Méridien 10 à 1210 Saint-Josse-ten-Noode, sur le numéro de compte BE27 0689 4286 4073 sous la référence "subvention Impulsion 2022" sous réserve de la restitution de la partie de subvention non-justifiée, conformément à l'article 7, alinéa 1 et 2 de la loi du 14 novembre 1983;

d'autoriser par dérogation au Règlement communal relatif à l'octroi et au contrôle de l'emploi des subventions adopté par le Conseil communal du 18 juin 2008, la liquidation du subside, en 2 fois, comme suit :

- 80% du montant prévu , soit 3.676 € , en une fois ;
- le solde de 20%, soit 919 €, sera liquidé après réception, le 31/01/23, des pièces justificatives des 100% de la subvention et dès leur contrôle et approbation par la Cocof.

d'imputer la dépense à l'article 8421/332-02 du budget ordinaire 2022.

*3 annexes / 3 bijlagen*

*2021.12.07. - Impulsion 2022 - DC sélection des projets signée.pdf, 2021.11 - CFEP - Projet - Impulsion 2022.pdf, Arrêté 2022-61 impulsion.pdf*

**Impulsion local 2022 ; subside à l'asbl LA BARRICADE pour le projet « Celles qui viennent »; octroi.**

Le Conseil communal,

Vu la loi du 14 novembre 1983 relative au contrôle de l'octroi et de l'emploi de certaines subventions;

Vu la délibération du Conseil communal du 22 juin 2022, adoptant l'approbation du budget ordinaire de l'exercice 2022;

Vu la délibération du Conseil communal du 14 septembre 2022, adoptant dans la liste des subsides communaux de l'exercice 2022 et répertoriant à l'article 8421/332-02 le libellé F.I.P.I. pour un crédit de € 59.700 ;

Vu la demande de subsides faite par l'asbl LA BARRICADE relative aux frais du projet « Celles qui viennent »;

Vu la Décision du Collège du 17.12.21 de sélectionner 6 projets associatifs dont celui de l'asbl LA BARRICADE;

Vu l'Arrêté 2022/61 du Collège de la COCOF octroyant subventions aux projets présentés par les communes, notifiant un budget de 56.500 € pour la Commune de Saint Josse;

Attendu que le subside est destiné exclusivement aux objectifs poursuivis par ladite association conformément à l'article 3 et 4 de la loi du 14 novembre 1983 ;

Considérant qu'étant donné le contexte relatif au subside Impulsion nous liant à la Cocof et pour des raisons de bonne organisation et de respect des délais impartis dans ce cadre, par dérogation au Règlement communal relatif à l'octroi et au contrôle de l'emploi des subventions adopté par le Conseil communal du 18 juin 2008, les subsides concernés, de 13.500 €, seront liquidés, en 2 fois, comme suit :

- 80% du montant prévu , soit 10.800 € , des subsides concernés ;
- le solde de 20%, soit 2.700 €, sera liquidé après réception, le 31/01/23, des pièces justificatives des 100% de la subvention et dès leur contrôle et approbation par la Cocof.

Décide,

d'octroyer un subside de € 13.500 au nom de LA BARRICADE asbl, Rue Josaphat 33 à 1210 Saint-Josse-ten-Noode, sur le numéro de compte BE80 0000 8300 0477 sous la référence "subvention Impulsion 2022" sous réserve de la restitution de la partie de subvention non-justifiée, conformément à l'article 7, alinéa 1 et 2 de la loi du 14 novembre 1983;

d'autoriser par dérogation au Règlement communal relatif à l'octroi et au contrôle de l'emploi des subventions adopté par le Conseil communal du 18 juin 2008, la liquidation du subside, en 2 fois, comme suit :

- 80% du montant prévu , soit 10.800 € , en une fois ;
- le solde de 20%, soit 2.700 €, sera liquidé après réception, le 31/01/23, des pièces justificatives des 100% de la subvention et dès leur contrôle et approbation par la Cocof.

d'imputer la dépense à l'article 8421/332-02 du budget ordinaire 2022.

---

19.10.2022/A/0020 **Impulsion local 2022 ; subside à l'asbl LA RUELLE pour le projet "Vibrations" ; octroi.**

Le Conseil communal,

Vu la loi du 14 novembre 1983 relative au contrôle de l'octroi et de l'emploi de certaines subventions;

Vu la délibération du Conseil communal du 22 juin 2022, adoptant l'approbation du budget ordinaire de l'exercice 2022;

Vu la délibération du Conseil communal du 14 septembre 2022, adoptant dans la liste des subsides communaux de l'exercice 2022 et répertoriant à l'article 8421/332-02 le libellé F.I.P.I. pour un crédit de € 59.700 ;

Vu la demande de subsides faite par l'asbl LA RUELLE relative aux frais du projet « Vibrations »;

Vu la Décision du Collège du 07.12.21 de sélectionner 6 projets associatifs dont celui de l'asbl LA RUELLE;

Vu l'Arrêté 2022/61 du Collège de la COCOF octroyant subventions aux projets présentés par les communes, notifiant un budget de 56.500 € pour la Commune de Saint Josse;

Attendu que le subside est destiné exclusivement aux objectifs poursuivis par ladite association conformément à l'article 3 et 4 de la loi du 14 novembre 1983 ;

Considérant qu'étant donné le contexte relatif au subside Impulsion nous liant à la Cocof et pour des raisons de bonne organisation et de respect des délais impartis dans ce cadre, par dérogation au Règlement communal relatif à l'octroi et au contrôle de l'emploi des subventions adopté par le Conseil communal du 18 juin 2008, les subsides concernés, de 7.000 €, seront liquidés, en 2 fois, comme suit :

- 80% du montant prévu , soit 5.600 € , des subsides concernés ;
- le solde de 20%, soit 1.400 €, sera liquidé après réception, le 31/01/23, des pièces justificatives des 100% de la subvention et dès leur contrôle et approbation par la Cocof.

Décide,

d'octroyer un subside de € 7.000 au nom de LA RUELLE asbl, rue des Deux Eglises 103 à 1210 Saint-Josse-ten-Noode, sur le numéro de compte BE45 3100 6679 4589 sous la référence "subvention Impulsion 2022" sous réserve de la restitution de la partie de subvention non-justifiée, conformément à l'article 7, alinéa 1 et 2 de la loi du 14 novembre 1983;

d'autoriser par dérogation au Règlement communal relatif à l'octroi et au contrôle de l'emploi des subventions adopté par le Conseil communal du 18 juin 2008, la liquidation du subside, en 2 fois, comme suit :

- 80% du montant prévu , soit 5.600 € , en une fois ;
- le solde de 20%, soit 1.400 €, sera liquidé après réception, le 31/01/23, des



pièces justificatives des 100% de la subvention et dès leur contrôle et approbation par la Cocof.

d'imputer la dépense à l'article 8421/332-02 du budget ordinaire 2022.

*3 annexes / 3 bijlagen*

*2021.12.07. - Impulsion 2022 - DC sélection des projets signée.pdf, 2021.11. La Ruelle -Impulsion - projet.pdf, Arrêté 2022-61 impulsion.pdf*

---

19.10.2022/A/0021 **Impulsion local 2022 ; subside à l'asbl SIMA pour le projet «Ateliers créatifs, animations sportives, visites socio-éducatives et culturelles pour les enfants de 6 à 12 ans »; octroi.**

Le Conseil communal,

Vu la loi du 14 novembre 1983 relative au contrôle de l'octroi et de l'emploi de certaines subventions;

Vu la délibération du Conseil communal du 22 juin 2022, adoptant l'approbation du budget ordinaire de l'exercice 2022;

Vu la délibération du Conseil communal du 14 septembre 2022, adoptant dans la liste des subsides communaux de l'exercice 2022 et répertoriant à l'article 8421/332-02 le libellé F.I.P.I. pour un crédit de € 59.700 ;

Vu la demande de subsides faite par l'asbl SIMA relative aux frais du projet « Ateliers créatifs, animations sportives, visites socio-éducatives et culturelles pour les enfants de 6 à 12 ans »;

Vu la Décision du Collège du 07.12.21 de sélectionner 6 projets associatifs dont celui de l'asbl SIMA;

Vu l'Arrêté 2022/61 du Collège de la COCOF octroyant subventions aux projets présentés par les communes, notifiant un budget de 56.500 € pour la Commune de Saint Josse;

Attendu que le subside est destiné exclusivement aux objectifs poursuivis par ladite association conformément à l'article 3 et 4 de la loi du 14 novembre 1983 ;

Considérant qu'étant donné le contexte relatif au subside Impulsion nous liant à la Cocof et pour des raisons de bonne organisation et de respect des délais impartis dans ce cadre, par dérogation au Règlement communal relatif à l'octroi et au contrôle de l'emploi des subventions adopté par le Conseil communal du 18 juin 2008, les subsides concernés, 9.500 €, seront liquidés, en 2 fois, comme suit :

- 80% du montant prévu , soit 7.600 € , des subsides concernés ;
- le solde de 20%, soit 1.900 €, sera liquidé après réception, le 31/01/23, des pièces justificatives des 100% de la subvention et dès leur contrôle et approbation par la Cocof.

Décide,

d'octroyer un subside de € 9.500,00 au nom de SIMA asbl, rue Brialmont, 21 à 1210 Saint-Josse-ten-Noode, sur le numéro de compte BE05 6354 2817 0175 sous la référence "subvention Impulsion 2022" sous réserve de la restitution de la partie de subvention non-justifiée, conformément à l'article 7, alinéa 1 et 2 de la loi du 14 novembre 1983;

d'autoriser par dérogation au Règlement communal relatif à l'octroi et au contrôle de

l'emploi des subventions adopté par le Conseil communal du 18 juin 2008, la liquidation du subside, en 2 fois, comme suit :

- 80% du montant prévu , soit 7.600 € , en une fois ;
- le solde de 20%, soit 1.900 €, sera liquidé après réception, le 31/01/23, des pièces justificatives des 100% de la subvention et dès leur contrôle et approbation par la Cocof.

d'imputer la dépense à l'article 8421/332-02 du budget ordinaire 2022.

*3 annexes / 3 bijlagen*

*Appel projets Impulsion et soutien l039investissement l039infrastructure\_2022-2.pdf, 2021.12.07. - Impulsion 2022 - DC sélection des projets signée.pdf, Arrêté 2022-61 impulsion.pdf*

---

19.10.2022/A/0022 **Information des décisions relatives aux articles 234 alinéa 3, 4 et 236 de la Nouvelle Loi Communale.**

Mesdames, Messieurs,

En application de l'article 234, alinéa 3, 4 et 236 de la Nouvelle Loi Communale, le Collège des Bourgmestre et Echevins a passé des marchés de travaux, fournitures et service par procédure négociée sans publicité, conformément à l'article 42, § 1, 1<sup>o</sup>a de la loi du 17 juin 2016 relative aux marchés publics.

Le Conseil est convié à prendre connaissance des décisions en annexe.

---

**Kennisgeving van de beslissingen betreffende artikelen 234 lid 3, 4 en 236 van de Nieuwe Gemeentewet.**

Mevrouw, Mijnheer,

In toepassing van artikel 234, alinea 3, 4 en 236 van de Nieuwe Gemeentewet, heeft het College van Burgemeester en Schepenen overheidsopdrachten voor werken, leveringen en diensten gegund bij wijze van de onderhandelingsprocedure zonder bekendmaking, zoals voorzien in artikel 42, § 1, 1<sup>o</sup>a van de wet van 17 juni 2016 betreffende de overheidsopdrachten.

De Gemeenteraad wordt verzocht kennis te nemen van de in bijlage gevoegde beslissingen.

*4 annexes / 4 bijlagen*

*Info Conseil - Collège du 04.10.2022.pdf, Info Conseil Raad - College 20.09.2022.pdf, Info Conseil Raad - College 27.09.2022.pdf, Info Conseil - Collège 11.10.22.pdf*

---

19.10.2022/A/0023 **Clubs sportifs; subsides communaux 2022 égaux ou supérieurs à 1.250,- euros; répartition. (Complémentaire)**

Le Conseil,

Vu la décision du conseil communal du 14 septembre 2022 d'octroyer un subside

annuel aux clubs sportifs;

Vu que le crédit budgétaire pour les subsides communaux est suffisant;

Vu les dossiers de candidature en vue de l'obtention d'un subside communal "clubs sportifs" par les associations reprises ci-dessous;

Vu que ces dossiers ont été contrôlés par l'administration quant à notamment leur finalité;

Sur proposition du Collège;

Décide :

D'octroyer un subside égal ou supérieur à 1.250,- euros aux clubs sportifs suivants et selon la répartition suivante :

BUC Rugby Saint-Josse : 3.000,- euros

Mme. Guilmot Pascale- Stanleylaan, 3 - 3080 Tervuren  
BE59 7364 0443 7726

FC Saint-Josse : 4.300,- euros

Mr. Salar Hasan - Lorckenlaan, 5 - 1820 Steenokkerzeel  
BE69 9531 4133 0278

Institut de taekwondo de Bruxelles : 3.500,- euros

Mr. Mkadmi Abdelhalak - rue Vandeweyer, 32 - 1030 Bruxelles  
BE05 0682 4633 6375

Asbl Promotion Sportive : 3.200,- euros

Mr. Kir Zulfikar - Avenue de l'Astronomie, 13 - 1210 Bruxelles  
BE43 0682 1590 0001

Aps-Oasis : 3.200,- euros

Mr. Maghouz Mustapha - rue Gillon, 68/1 à 1210 Bruxelles  
BE07 0682 4261 0666

BC Irish Saint-Josse : 2.500,- euros

Mr. Chappuis Frédéric - rue des Pâquerettes, 62 - 1030 Bruxelles  
BE48 0689 3495 3927

Elan Saint-Josse : 2.200,- euros

Mr. Arpidone Giuseppe, Bd. Mettwie, 77 bte 11 - 1080 Bruxelles  
BE69 0688 9203 6578

Inser'Action: 2.500,- euros

Mr. Giele Freddy - rue Saint-François, 48 - 1210 Bruxelles  
BE95 3100 9789 9358

Petit Boule BXL: 1.500,- euros

Rue Vonck, 2 - 1210 Bruxelles  
Compte n° BE77 3101 2517 4142  
Responsable: M.Eksi Ahmet

Le montant total de ces subsides est de 25.900,- euros

Exercice : 2022 - Article : 7642/332-02.

Par ailleurs, conformément à la loi du 14 novembre 1983 relative au contrôle de l'octroi et de l'emploi de certaines subventions, la subvention est octroyée en vue de couvrir en tout ou en partie des frais quelconques supportés par l'organisme ou la personne bénéficiaire pour la réalisation de son objet statutaire lequel doit viser à la promotion d'activités utiles à l'intérêt général. Le Collège échevinal pourra, s'il l'estime nécessaire, solliciter en tous temps une justification de l'utilisation adéquate de la subvention.

Le montant de la subvention est liquidé en une fois.

---

**Sportverenigingen; gemeentelijke toelages van of hoger dan 1.250,- euros voor 2022; verdeling. (Aanvullend)**

De Raad,

Gezien de beslissing van de Gemeenteraad van 14 september 2022 een jaarlijkse subsidie aan de sportclubs toe te kennen;  
Gezien het begrotingkrediet voor de gemeentelijke subsidies aan de sportclubs voldoende is;  
Gezien de kandidatuursdossiers van de hieronder hernomen verenigingen om de gemeentelijke subsidie "sportclubs" te verkrijgen;  
Gezien deze dossiers gecontroleerd werden door het bestuur betreffende in het bijzonder hun finaliteit;  
Op voorstel van het College;

Beslist :

een subsidie van of hoger dan 1.250,- euro aan de volgende sportclubs toe te kennen en dit met de volgende verdeling :

BUC Rugby Saint-Josse : 3.000,- euro  
Mevr. Guilmot Pascale - Stanleylaan, 3 - 3080 Tervueren  
BE59 7364 0443 7726

FC Saint-Josse : 4.300,- euro  
Dhr. Salar Hasan - Lorckenlaan, 5 - 1820 Steenokkerzeel  
BE69 9531 4133 0278

Institut de taekwondo de Bruxelles : 3.500,- euro  
Dhr. Mkadmi Abdelhalak - Vandeweyerstraat, 32 - 1030 Brussel  
BE05 0682 4633 6375

Asbl Promotion Sportive : 3.200,- euro  
Dhr. Kir Zulfikar - Sterrenkundelaan, 13 - 1210 Brussel  
BE43 0682 1590 0001

Aps-Oasis : 3.200,- euro  
Dhr. Maghouz Mustapha - Gillonstraat, 68 - 1210 Brussel  
BE07 0682 4261 0666

BC Irish Saint-Josse : 2.500,- euro  
Dhr. Chappuis Frédéric - Madeliefjesstraat, 62 - 1030 Brussel  
BE48 0689 3495 3927

Elan Saint-Josse : 2.200,- euro  
Dhr. Arpidone Giuseppe - Louis Mettwielaan, 77 bte 11 - 1080 Brussel  
BE69 0688 9203 6578

Inser'Action: 2.500,- euros  
Dhr. Giele Freddy - Sint-Franciscusstraat, 48 - 1210 Brussel  
BE95 3100 9789 9358

Petit Boule BXL: 1.500,- euro  
Vonckstraat, 2 - 1210 Brussel  
Bankrek nr: BE77 3101 2517 4142  
Verantwoordelijke: Dhr. Eksi Ahmet

Het totaal bedrag van de subsidies bedraagt 25.900,- euro

Overigens, overeenkomstig de wet van 14 november 1983 betreffende de controle op de toekenning en op de aanwending van sommige toelagen, wordt de subsidie toegekend om geheel of gedeeltelijk eender welke kosten te dekken van de instelling of van de begunstigde persoon voor de verwezenlijking van zijn statutair doel dat activiteiten moet beogen die nuttig zijn voor het algemeen belang. Het Schepencollege zal, indien hij het nuttig acht, op ieder moment een verantwoording kunnen vragen van het gepaste gebruik van de subsidie. Het bedrag van de subsidie wordt in één maal uitbetaald.

*11 annexes / 11 bijlagen*

*Formulaire subside 2022 BC IRISH.pdf, Formulaire subside 2022 BUC Rugby Saint-Josse.pdf, Formulaire subside 2022 Aps Oasis Saint-Josse.pdf, Subventions - règlement intérieur d'octroi fr-nl (2).pdf, Formulaire subside 2022 FC Saint-Josse.pdf, Conseil - subsides communaux 2022\_désignation des bénéficiaires et fixation des montants.pdf, Formulaire subside 2022 Brussels Taekwondo Team.pdf, Formulaire subside 2022 ASBL Promotion Sportive Saint-Josse.pdf, Formulaire subside 2022 InserAction.pdf, Formulaire subside 2022 Petit Boule BXL.pdf, Formulaire subside 2022 Elan Saint-Josse.pdf*

---

19.10.2022/A/0024 **Commerce à Saint Josse, un avenir? ; Interpellation introduite par M. Pascal Lemaire, Conseiller communal. (Complémentaire)**

*1 annexe / 1 bijlage*

*Commerce à Saint Josse, un avenir \_pdf*

---

19.10.2022/A/0025 **Accompagnement des écoles à la transition vers une cour partagée ; Interpellation introduite par Mme Malika Mhadi, Conseillère communale. (Complémentaire)**

*1 annexe / 1 bijlage*

*Accompagnement des écoles à la transition vers une cour partagée .pdf*

---

19.10.2022/A/0026 **La facture énergétique à Saint-Josse ; Interpellation introduite par M. Yves Bassambi, Conseiller communal. (Complémentaire)**

*1 annexe / 1 bijlage*

*IP EK Factures Energétiques SJTN.pdf*